



PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



Édition spéciale du 29 juin 2022
DRAAF – Contrôle des Structures



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

**RECUEIL DES
ACTES
ADMINISTRATIFS**

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Contrôle des structures – Demandes d'autorisation d'exploiter

I - Décisions expresses : 20 arrêtés préfectoraux

II - Position formelle de l'administration : 38 courriers

Nombre total de fichiers : 58 fichiers

Le 29 Juin 2022

I - Décisions expresses : 20 arrêtés préfectoraux

| | | | |
|----------|-----------------------|-------------|-------------------------|
| | | 52210121-01 | GAEC DES 2 VALLEES |
| 08210203 | GAEC DU TILLEUL | 54220035 | JACQUOT JONATHAN |
| 08210217 | EARL DEPARPE | 55220002 | SHEGUNOVA LIUBOV |
| 08220007 | EARL PATE | 55220005 | GAEC DE LA BLANCHETERRE |
| 08220016 | GAEC DE L'HIRONDELLE | 55220037 | EARL MUNIER 55 |
| 08220017 | GAEC BRION DE CANIVET | 55220048 | VUILLAUME QUENTIN |
| 08220018 | HENRY CYRIL | 88220002 | GAEC DE BERGIBOIS |
| 08220028 | GAEC MILAVILLE | 88220017 | GAEC DE SARIMOIS |
| 08220040 | GIERYGA ELODIE | 88220052 | EARL DE LA COMMANDERIE |
| 08220052 | GAEC BRION DE CANIVET | 88220053 | EARL DE LA CHEVREUSE |
| 08220055 | CHARTIER ISABELLE | | |

II - Position formelle de l'administration (rescrit et attestation) : 38 courriers

| | | | |
|----------|------------------------|----------|---------------------------------------|
| 08220071 | DURAND GUILLAUME | 52220045 | PRAT YVETTE |
| 08220081 | ROBQUIN PIERRE-EDOUARD | 52220062 | MARTENOT EMILY |
| 08220088 | BONNAIRE GAUTIER | 54220027 | SCEA DE MAIRY |
| 08220090 | BLOT FRANCK | 54220061 | GAEC DU PRE AUTY |
| 08220091 | SCEA DU PLEU | 55220061 | BIGEARD VINCENT |
| 08220109 | EARL DES MONTS | 55220062 | SANTANTONIO ANAEL |
| 08220116 | GRASSER MARIE | 67210050 | STEINMETZ DYLAN |
| 10220103 | BACHOT QUENTIN | 67220106 | EARL ANGSTHELM |
| 10220109 | FOY GUILLAUME | 67220108 | SCEA LE CLOS DE LA SARRE- WITTMANN |
| 10220113 | LAFFILLE MICKAEL | | |
| 10220118 | EARL LACAILLE | 67220109 | EARL BURMATT |
| 51220039 | GALLOIS THIERRY | 67220110 | STEGLE EVA |
| 51220048 | GALLOIS GUILLAUME | 67220115 | BURCKBUCHLER WUST CHRISTELLE |
| 51220087 | CABARET ARTHUR | 67220124 | MOENCH ARNAUD |
| 51220094 | VATEL MAXIME | 67220136 | EARL DES DEUX MOULINS |
| 51220101 | MERYL GUILLAUME | 88220028 | RICHARD TONY |
| 51220112 | COUDELAS SEVERINE | 88220046 | SUARDI MATTHIEU |
| 51220123 | SCEA DU JARDINET | 88220049 | RIVOT GUILLAUME |
| 51220163 | VAUTRAIN ALEXANDRE | 88220051 | GUERRE FABRICE |
| | | 88220067 | EARL DE LA PETITE FONTAINE |



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021/203

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-12 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 14 avril 2022 ;

Considérant :

- la demande d'autorisation d'exploiter, réputée complète le 21 décembre 2021, présentée par le GAEC DU TILLEUL, dont le siège d'exploitation est situé à Villers-le-Tilleul ;
- que le GAEC DU TILLEUL est composé de Mme Valérie BARROIS, 44 ans et de M. Cyril BARROIS, 49 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;
- que la demande du GAEC DU TILLEUL porte sur 36,74 hectares sur les communes de Chagny et Omont, communes situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (article 4-b du SDREA Grand Est), dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- que le GAEC DU TILLEUL exploite 234,55 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que la reprise des 36,74 hectares porterait la surface exploitée par le GAEC DU TILLEUL à 271,29 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC DU TILLEUL comptabilise 2 unités de travail annuel en la personne de Mme Valérie BARROIS et M. Cyril BARROIS, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 135,65 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC DU TILLEUL correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève du **rang de priorité 2** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant

- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie des communes de Chagny et Omont et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes, du 1^{er} au 31 janvier 2022 ;
- les demandes concurrentes de M. Bruno POISSON et du GAEC BRION DE CANIVET, déposées respectivement le 25 janvier 2022 et le 31 janvier 2022, dans le délai légal de publicité et réputées complètes ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

Considérant la situation du premier concurrent :

- que M. Bruno POISSON, 31 ans, a pour projet de s'installer à titre individuel ;
- que la demande de M. Bruno POISSON porte sur 21,15 hectares situés sur la commune de Chagny en concurrence des dossiers déposés par le GAEC DU TILLEUL et par le GAEC BRION DE CANIVET ;
- que M. Bruno POISSON remplit les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- que M. Bruno POISSON ne dispose pas de revenus extra-agricoles supérieurs à 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;
- que la surface totale exploitée par M. Bruno POISSON après reprise serait de 21,15 hectares et de ce fait serait inférieure au seuil de contrôle ;
- que les biens objet de la demande ne sont pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le ratio SAU (surface agricole utile)/UTA après opération est de 21,15 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Bruno POISSON correspond à une opération d'installation à titre principal inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève du **rang de priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant la situation du second concurrent :

- le GAEC BRION DE CANIVET, dont le siège d'exploitation est situé à Saint-Loup-Terrier, composé de M. Sébastien BRION, 49 ans et de Mme Noémie BRION, 20 ans, tous deux exploitants à titre principal ;
- que la société n'emploie aucun salarié ;
- que la demande du GAEC BRION DE CANIVET porte sur 35,04 hectares situés sur la commune de Chagny et Omont en concurrence des dossiers déposés par le GAEC DU TILLEUL et par M. Bruno POISSON ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET exploite 134,46 hectares et que la reprise de 35,04 hectares porterait sa surface exploitée à 169,50 hectares, surface supérieure au seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET comptabilise 2 unités de travail annuel ;
- que le ratio SAU/UTA après opération est de 84,75 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de le GAEC BRION DE CANIVET correspond à une opération d'agrandissement inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève du **rang de priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant que la demande du GAEC DU TILLEUL relève d'un rang de priorité inférieur à celles du GAEC BRION DE CANIVET et de M. Bruno POISSON ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le **GAEC DU TILLEUL n'est pas autorisé** à exploiter une surface de 35,04 hectares sur les communes de Chagny (parcelles ZK 84-ZK51-ZN7) et sur la commune d'Omont (parcelles : D 461-551-552-696-553).

Article 2

Le GAEC DU TILLEUL est autorisé à exploiter une surface de 1,70 hectare sur la commune d'Omont (parcelle D 554).

Article 3

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes

administratifs à la mairie de Chagny et Omont dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18/05/2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire



Héloïse MAISONNAVE



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2021/217

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 4 janvier 2022 présentée par l'EARL DEPARPE, dont le siège d'exploitation est située à Banogne-Recouvrance ;
- que l'EARL DEPARPE est composée de M. Damien DEPARPE, 46 ans et de M. Brice DEPARPE, 45 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;
- que la demande de l'EARL DEPARPE porte sur 139,01 hectares sur les communes de **Vieil-Saint-Remy** (parcelles : ZC 84 J- 84K- ZI 215 J-215 K- ZW 3 AJ-3 AK-19-146 AJ-146 AK), **Arnicourt** (parcelles : AB 217- ZE 40 J-40 K- ZH 8- ZM 20- ZE 9 J-9 K- ZL 29- ZH 7 J-7 K- ZE 7 J- 7 K- ZL 26-28- ZH 6 J-6 K- ZH 4 J-4 – ZM 11), **Hauteville** (parcelles : A 300- C 15-16- B 67), **Sorbon** (parcelles : ZA 5-6- B 44- ZC 23-25- ZA 1 J-1 K- ZC 22 BJ-22 BK-22 BL- ZD 5- ZE 1- B 54- ZC 13-14-16-26), **Corny-Machéroménil** (parcelles : ZB 64-65-66-67-70), **Sery** (parcelles : YC 74 J-74 K-73- ZP 44 J-44 K-44 L), **Hannogne-Saint-Rémy** (parcelles : ZV 8-9).

Ces communes sont situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;

- que l'EARL DEPARPE exploite 382,96 hectares et emploie un salarié à temps partiel, 12 heures/semaine soit à 0,34 UTA ;
- que la reprise des 139,01 hectares porterait la surface exploitée par l'EARL DEPARPE à 521,97 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que l'EARL DEPARPE comptabilise 2,34 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 223,06 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de l'EARL DEPARPE correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève de la priorité 2 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie des communes de Vieil-Saint-Remy, Arnicourt, Hauteville, Sorbon, Corny-Machéroménil, Sery et Hannogne-Saint-Rémy et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes, du 1^{er} au 31 mars 2022 ;
- les demandes concurrentes partielles de Mme Elodie GIERYGA et de Mme Isabelle CHARTIER, déposées respectivement le 24 et le 25 mars 2022, dans le délai légal de publicité ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du premier concurrent :

- La demande déposée par Mme Elodie GIERYGA le 24 mars 2022 et réputée complète ;
- que Mme Elodie GIERYGA souhaite constituer une société afin d'exploiter 31,84 hectares sur la commune de **Sorbon** (parcelles : B 44, ZD 5, ZC 13, 14, 16 et 22) ;
- que le projet de Mme Elodie GIERYGA est d'exploiter à titre principal dans une société à créer, elle sera accompagnée par M. Gaétan CHAMPENOIS qui sera exploitant à titre secondaire ;
- que Mme Elodie GIERYGA ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de Mme Elodie GIERYGA comptabilise 1,5 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 21,23 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du Mme Elodie GIERYGA correspond à une opération d'installation à titre principal, inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève de la priorité 1 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT la situation du second concurrent ;

- La demande déposée par Mme Isabelle CHARTIER le 25 mars 2022 et réputée complète le 1er avril 2022 ;
- que Mme Isabelle CHARTIER, 43 ans, souhaite s'installer à titre individuel, afin d'exploiter 119,64 hectares sur les communes de **Sorbon** (parcelles : ZC 13-14-16-22- ZD 5- ZE 1- ZA 1- B 54- ZA 5-6- ZC 26- B 44- ZC 23-25), **Corny-Machéroménil** (parcelles: ZB 64-65-66-67-70), **Viel-Saint-Remy** (parcelles : ZI 215- ZW 3-19-146- ZC 84), **Sery** (parcelles : YC 73-74), **Arnicourt** (parcelles : ZE 9- ZH 7- ZL 29- AB 217- ZE 40- ZH 8- ZM 20- ZE 7- ZH 6- ZL 26-28), **Hauteville** (parcelles : A 300- B 67- C 15-16) ;
- que Mme Isabelle CHARTIER ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à

autorisation préalable d'exploiter ;

- que le projet de Mme Isabelle CHARTIER comptabilise 1 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 119,64 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du Mme Isabelle CHARTIER correspond à une opération d'installation à titre principal non aidée, inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève de la priorité 1 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'EARL DEPARPE relève d'un rang de priorité inférieur à celles de Mme Elodie GIERGA et de Mme Isabelle CHARTIER ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTE :

Article 1

L'EARL DEPARPE **n'est pas autorisée** à exploiter une surface de 119,64 hectares sur les communes de **Vieil-Saint-Remy** (parcelles : ZC 84 j- ZC 84 k- ZI 215 j- ZI 215 k- ZW 3 aj- ZW 3 ak- ZW 19- ZW 146 aj- ZW 146 ak), **Arnicourt** (parcelles : AB 217- ZE 40 j- ZE 40 k- ZH 8- ZM 20- ZE 9 j- ZE 9 k- ZL 29- ZH 7 j- ZH 7 k- ZE 7 j- ZE 7 k- ZL 26- ZL 28- ZH 6 j- ZH 6 k), **Hauteville** (parcelles : A 300- C 15- C 16- B 67), **Sorbon** (parcelles : ZA 5- ZA 6- B 44- ZC 23- ZC 25- ZA 1 j- ZA 1 k- ZC 22 bj- ZC 22 bk- ZC 22 bl- ZD 5- ZE 1- B 54- ZC 13- ZC 14- ZC 16- ZC 26), **Corny-Machéroménil** (parcelles : ZB 64- ZB 65- ZB 66- ZB 67- ZB 70), **Sery** (parcelles : YC 74 j- YC 74 k- YC 73).

Article 2

L'EARL DEPARPE **est autorisée** à exploiter une surface de 19,37 hectares sur les communes de **Sery** (parcelles ZP 44 j, ZP 44 k et ZP 44 l), **Arnicourt** (parcelles : ZH 4 j, ZH 4 k et ZM 11) et **Hannogne-Saint-Rémy** (parcelles : ZV 8- ZV 9).

Article 3

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au

tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.
Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5

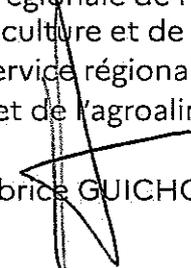
Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de Viel-Saint-Remy, Arnicourt, Hauteville, Sorbon, Corn-Machéroménil, Sery et Hannogne-Saint-Remy dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/007

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 12 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 17 janvier 2022 présentée par l'EARL PATÉ, dont le siège d'exploitation est situé à Alland'huy et Sausseuil ;
- que l'EARL PATÉ est composée de M. Cédric PATÉ, 48 ans, exploitant à titre principal ;
- que la demande de l'EARL PATÉ porte sur 22,54 hectares sur les communes d'Ecordal et Chesnois-Auboncourt, communes situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ; ;
- que les parcelles demandées sont libres de fermage ;
- que l'EARL PATÉ exploite 359,82 hectares et emploie 2 salariés, l'un à temps plein, le second à temps partiel à 28 heures/semaine ;
- que la reprise des 22,54 hectares porterait la surface exploitée par l'EARL PATÉ à 382,36 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède 140 hectares;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que l'EARL PATÉ comptabilise 2,40 UTA (unité de travail annuel) en la personne de M. Cédric PATÉ (1 UTA), de deux salariés (1,40 UTA), selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAUP (surface agricole utile pondérée)/UTA après opération est de 159,32 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de l'EARL PATÉ correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif de la région naturelle A. Elle relève de la priorité 2 selon l'article 3 du SDREA Grand Est.

Considérant

- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie des communes d'Ecordal et Chesnois-Auboncourt et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes, du 1^{er} au 31 mars 2022 ;
- la demande concurrente déposée par le GAEC BRION DE CANIVET, le 22 mars 2022 dans le délai légal de publicité et réputée complète ;

Considérant

- que le GAEC BRION DE CANIVET, dont le siège d'exploitation est situé à Saint-Loup-Terrier, est composé de M. Sébastien BRION, 49 ans et de Mme Noémie BRION, 20 ans, tous deux exploitants à titre principal ;
- que la société n'emploie aucun salarié ;
- que la demande du GAEC BRION DE CANIVET porte sur 22,54 hectares situés sur les communes d'Ecordal et Chesnois-Auboncourt en concurrence du dossier déposé par l'EARL PATÉ ;

- que le GAEC BRION DE CANIVET exploite 134,46 hectares et que la reprise de 22,54 hectares porterait sa surface exploitée à 156,90 hectares, surface supérieure au seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET comptabilise 2 unités de travail annuel (UTA), selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 78,45 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC BRION DE CANIVET correspond à une opération d'agrandissement inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève de la priorité 1 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant

- que selon l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, une autorisation peut être refusée lorsqu'il existe un candidat répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- que la demande de l'EARL PATÉ relève d'un rang de priorité inférieur à celle du GAEC BRION DE CANIVET ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

L'EARL PATÉ n'est pas autorisée à exploiter une surface de 22,54 hectares sur les communes d'Ecordal (parcelles : YB 12-19-13- et YA 15) et Chesnois-Auboncourt (parcelles : ZA 37) .

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 3

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie d'Ecordal et de Chesnois-Auboncourt dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

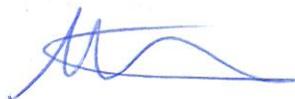
Fait à Châlons-en-Champagne, le 23 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/016

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 28 janvier 2022 présentée par le GAEC DE L'HIRONDELLE, dont le siège d'exploitation est situé à Cheveuges ;
- que le GAEC DE L'HIRONDELLE est composé de M. François AUPRETRE, 36 ans et de Mme Marie AUPRETRE, 31 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;
- que les parcelles demandées par le GAEC DE L'HIRONDELLE font l'objet d'un avenant au plan d'entreprise de Mme Marie AUPRETRE, établi pour son installation avec les aides ;
- que la demande du GAEC DE L'HIRONDELLE porte sur 72,09 hectares sur les communes de Vrigne-Meuse (parcelles : ZA 18-27-25-28- ZD 22- ZC 01- ZE 11-13- ZB 43- ZD 23- ZE 14- ZD 1- ZA 29- ZC 15- ZE 14), Donchery (parcelles : ZL 2-3) et Nouvion-sur-Meuse : (parcelles : AL 2- AM 53-59-66-70-72).

Ces communes sont situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;

- que le GAEC DE L'HIRONDELLE exploite 103,52 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que la reprise des 72,09 hectares porterait la surface exploitée par le GAEC DE L'HIRONDELLE à 175,61 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC DE L'HIRONDELLE comptabilise 2 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 87,81 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du le GAEC DE L'HIRONDELLE correspond à une opération d'installation sur une surface inférieure au seuil de dimension économique viable. **Elle relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie des communes de Vrigne-Meuse, Donchery et Nouvion-sur-Meuse et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes, du 1^{er} au 31 mars 2022 ;
- les demandes concurrentes de M. Loïc LONGUET et de M. Olivier LE BOUEDEC, déposées respectivement le 29 et 31 mars 2022, dans le délai légal de publicité ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation de M. Loïc LONGUET :

- que M. Loïc LONGUET, 40 ans, souhaite s'agrandir de 26,27 hectares sur la commune de Nouvion-sur-Meuse ((parcelles : AL 2- AM 53-59-66-70-72) ;
- que M. Loïc LONGUET exploite à titre principal 113,19 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que M. Loïc LONGUET remplit les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime et ne dispose pas de revenus extra-agricoles supérieurs à 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;
- que la surface totale exploitée par M. Loïc LONGUET après reprise serait de 139,46 hectares et de ce fait serait inférieure au seuil de contrôle ;
- que les biens objet de la demande ne sont pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de M. Loïc LONGUET comptabilise 1 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU (surface agricole utile)/UTA après opération est de 139,46 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Loïc LONGUET correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. **Elle relève de la priorité 2** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT la situation de M. Olivier LE BOUEDEC :

- La demande de M. Olivier LE BOUEDEC déposée et réputée complète le 31 mars 2022.
- que M. Olivier LE BOUEDEC, 49 ans, souhaite s'agrandir de 1,81 hectare sur la commune de Vrigne-Meuse (parcelles : ZA 29 et ZE 15) ;
- que M. Olivier LE BOUEDEC exploite à titre principal 93,36 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que M. Olivier LE BOUEDEC remplit les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime et ne dispose pas de revenus extra-agricoles supérieurs à 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;

- que la surface totale exploitée par M. Olivier LE BOUEDEC après reprise serait de 95,17 hectares et de ce fait serait inférieure au seuil de contrôle ;
- que les biens objet de la demande ne sont pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de M. Olivier LE BOUEDEC comptabilise 1 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU (surface agricole utile)/UTA après opération est de 95,17 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Olivier LE BOUEDEC correspond à une opération d'agrandissement inférieure au seuil de dimension économique viable. **Elle relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Le projet d'agrandissement du GAEC DE L'HIRONDELLE avec l'installation de Mme AUPRETRE est **prioritaire** sur le projet d'agrandissement de M. Loïc LONGUET, et relève du **même rang de priorité** que le projet d'agrandissement de M. Olivier LE BOUEDEC ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'intérêt des opérations envisagées et de l'ensemble des critères complémentaires prévus à l'article 5. 3) du SDREA, justifiés à date de la décision, les demandes du GAEC DE L'HIRONDELLE et de M. Olivier LE BOUEDEC justifient de critères complémentaires similaires suivants :

- L'exploitation a le ratio SAU/UTA le plus faible ou écart inférieur à 20 ha/UTA avec le plus faible (le ratio est calculé après reprise des biens demandés) ;
- l'exploitation présente un nombre minimal de ruminants à hauteur de 10 UGB ;
- Tous les chefs d'exploitation ou associés exploitants de l'exploitation répondent aux conditions d'expérience ou de capacité professionnelle ;

CONSIDÉRANT que toutefois d'autres critères complémentaires permettent de départager les deux candidatures :

- Les biens demandés par le GAEC DE L'HIRONDELLE sont destinés à l'installation d'un jeune agriculteur avec dotation Jeunes agriculteurs (DJA) qui dispose de l'accusé de recevabilité de la demande d'aide à l'installation ;
- l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE comporte au moins un chef d'exploitation ou un associé exploitant ayant la qualité d'exploitant à titre principal et n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite ;
- l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE comporte au moins un chef d'exploitation ou un associé exploitant ayant un revenu agricole supérieur au

revenu extra-agricole ;

- l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE présente une diversité de productions (polycultures, production laitière) ;
- l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE est certifiée dans au moins une des démarches suivantes : Haute Valeur Environnementale (HVE niveau 3), Viticulture durable en Campagne, Terras Vitis ou Label Bas Carbone ;
- le projet contribue à l'amélioration du parcellaire de l'exploitation de l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE ;
- l'exploitation du GAEC DE L'HIRONDELLE est autonome dans son fonctionnement et dans ses moyens de production ;

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse des demandes selon les modalités prévues à l'article 5.3 du SDREA Grand Est.

Le projet d'agrandissement du GAEC DE L'HIRONDELLE avec l'installation de Mme AUPRETRE est prioritaire sur projet d'agrandissement de M. Olivier LE BOUEDEC, au regard des critères complémentaires de l'article 5 du SDREA Grand Est.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC DE L'HIRONDELLE **est autorisé** à exploiter une surface de 72,09 hectares sur les communes de **Vrigne-Meuse** (parcelles : ZA 18-27-25-28- ZD 22- ZC 01- ZE 11-13- ZB 43- ZD 23- ZE 14- ZD 1- ZA 29- ZC 15- ZE 14), **Donchery** (parcelles : ZL 2-3) et **Nouvion-sur-Meuse** (parcelles : AL 2- AM 53-59-66-70-72).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au

tribunal administratif dans les deux mois suivant ;

- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie des communes de Vrigne-Meuse, Donchery et Nouvion-sur-Meuse, dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUTCHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/017

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-12 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 14 avril 2022 ;

Considérant :

La demande d'autorisation d'exploiter, déposée le 31 janvier 2022 et réputée complète le 28 février 2022, présentée par le GAEC BRION DE CANIVET, dont le siège d'exploitation est situé à Saint-Loup-Terrier ;

- que le GAEC BRION DE CANIVET est composé de M. Sébastien BRION, 49 ans et de Mme Noémie BRION, 20 ans, tous deux exploitants à titre principal ;
- que la société n'emploie aucun salarié ;
- que la demande du GAEC BRION DE CANIVET porte sur 35,04 hectares situés sur la commune de Chagny et Omont en concurrence des dossiers déposés par le GAEC DU TILLEUL et par M. Bruno POISSON ;
- que les biens, objet de la demande, sont situés en zone naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (article 4-b du SDREA Grand Est), dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET exploite 134,46 hectares et que la reprise de 35,04 hectares porterait sa surface exploitée à 169,50 hectares, surface supérieure au seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET comptabilise 2 unités de travail annuel (UTA) en la personne de Mme Noémie BRION et M. Sébastien BRION, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 84,75 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC BRION DE CANIVET correspond à une opération d'agrandissement inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève de la **priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant :

La demande déposée par le GAEC DU TILLEUL réputée complète le 21 décembre 2021 ;

- que le GAEC DU TILLEUL est composé de Mme Valérie BARROIS, 44 ans et de M. Cyril BARROIS, 49 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;
- que la demande du GAEC DU TILLEUL porte sur 36,74 hectares sur les communes de Chagny et Omont ;
- que le GAEC DU TILLEUL exploite 234,55 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que la reprise des 36,74 hectares porterait la surface exploitée par le GAEC DU TILLEUL à 271,29 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;

- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC DU TILLEUL comptabilise 2 unités de travail annuel en la personne de Mme Valérie BARROIS et M. Cyril BARROIS, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA après opération est de 135,65 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC DU TILLEUL correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève de la **priorité 2** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant :

La demande déposée par M. Bruno POISSON le 25 janvier 2022 et réputée complète le 1^{er} février 2022 ;

- que M. Bruno POISSON, 31 ans, a pour projet de s'installer à titre individuel ;
- que la demande de M. Bruno POISSON porte sur 21,15 hectares situés sur la commune de Chagny en concurrence des dossiers déposés par le GAEC DU TILLEUL et par le GAEC BRION DE CANIVET ;
- que M. Bruno POISSON remplit les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3^o point a du code rural et de la pêche maritime ;
- que M. Bruno POISSON ne dispose pas de revenus extra-agricoles supérieurs à 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;
- que la surface totale exploitée par M. Bruno POISSON après reprise serait de 21,15 hectares et de ce fait serait inférieure au seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande n'est pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le ratio SAU/UTA après opération est de 21,15 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Bruno POISSON correspond à une opération d'installation à titre principal inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle relève de la **priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1^o Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

Les demandes du GAEC BRION DE CANIVET et de M. Bruno POISSON relèvent du **même rang de priorité** au regard du SDREA Grand Est, et sont d'un **rang de priorité supérieur** à la demande du GAEC DU TILLEUL ;

Considérant qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées ;

En l'occurrence, il y a lieu de déterminer si la demande du GAEC BRION DE CANIVET est plus prioritaire que celle de M. Bruno POISSON qui n'est pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;

Considérant que les demandes du GAEC BRION DE CANIVET et de M. Bruno POISSON sont classées au rang de priorité 1 et justifient tous les deux des critères complémentaires de la grille d'appréciation fixée au point 3 de l'article 5 du SDREA et listés ci-dessous :

- l'exploitation comporte au moins un chef d'exploitation ayant la qualité d'exploitant à titre principal et n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite,
- L'exploitation présente un nombre minimal de ruminants à hauteur de 10 UGB,
- Tous les chefs d'exploitation ou associés exploitants de l'exploitation répondent aux conditions d'expérience ou de capacité professionnelle,

Considérant que M. Bruno POISSON justifie du ratio SAU/UTA le plus faible, alors que le GAEC BRION DE CANIVET justifie des autres critères complémentaires suivants et, qu'au vu de l'intérêt des opérations envisagées, ceux-ci permettent de départager les deux candidatures :

- Le GAEC BRION DE CANIVET comporte au moins un chef d'exploitation ayant un revenu agricole supérieur au revenu extra-agricole,
- Le GAEC BRION DE CANIVET présente une diversité de productions, et valorise une partie significative de ses produits en circuit court et de proximité ou transforme une partie significative de sa production à la ferme,
- Mme Noémie BRION s'est installée avec les aides DJA au sein du GAEC BRION DE CANIVET depuis moins de 4 ans sans reprise de foncier,
- Le GAEC BRION DE CANIVET est autonome dans son fonctionnement et dans ses moyens de production ;

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse des demandes selon les modalités prévues à l'article 5. 3) du SDREA Grand Est ;

Le projet d'agrandissement du GAEC BRION DE CANIVET est prioritaire sur le projet d'installation de M. Bruno POISSON au regard des critères complémentaires de l'article 5 du SDREA Grand Est.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le **GAEC BRION DE CANIVET est autorisé** à exploiter une surface de 35,04 hectares sur les communes de Chagny (parcelles ZK 84-ZK51-ZN7) et sur la commune d'Omont (parcelles : D 461-551-552-696-553).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de Chagny et Omont dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 18/05/2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire



Héloïse MAISONNAVE



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/018

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 9 mars 2022 présentée par M. Cyril HENRY, domicilié à la FOSSE A L'EAU, 08430 Launois-sur-Vence ;
- que M. Cyril HENRY, 42 ans, est actuellement associé exploitant au sein de la SCEA DU THIN (anciennement GAEC DU THIN), qu'il souhaite quitter la société et s'installer à titre individuel ;
- que M. Cyril HENRY a pour projet d'exploiter à titre principal ;
- que la demande de M. Cyril HENRY porte sur 201,76 hectares sur les communes de Thin-le-Moutier (parcelles : ZK 17- ZM 14- ZN 16- ZN 17- ZO 13- ZO 14- ZO 15- ZO 36- ZP 28), Jandun (parcelle : YA 1), Boulzicourt (parcelles : C 176, Z 147, C 35, C 36, C 37, C 38, C 45, C 46 J, C 46 K, C 67, C 198 J, C 198 K, C 167, Y 54, Z 144, Y 46, Y 50, Y 52, Y 60, Y 66, Y 86, Y 90, Y 92, Y 93, Y 94, Y 97, Y 115, Y 55, Y 65, Y 127, Y 135, Y 142, Y 134, Y 136), Guignicourt-sur-Vence (parcelles : ZC 22), Neuville-les-This (parcelles : AB 43, ZA 43 J, ZA 43 K, ZA 43 L, ZA 43 M, ZA 46, ZE 2 J, ZE 2 K, ZE 3, ZE 5 J, ZE 5 K), Saint-Marceau (parcelles : ZD 42 J, ZD 42 K, ZE 25 J, ZE 25 K), et Saint-Pierre-sur-Vence (parcelles : ZA 7).
Ces communes sont situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que les biens demandés sont actuellement exploités par la SCEA DU THIN ;
- que l'exploitation de M. Cyril HENRY comptabilise 1 unité de travail annuel selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 201,76 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Cyril HENRY correspond à une opération d'installation à titre principal sur une surface située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif ;

CONSIDÉRANT :

- la période de publicité pour le recueil des candidatures concurrentes, par affichage en mairie de Thin-le-Moutier, Jandun, Boulzicourt, Guignicourt-sur-Vence, Neuville-les-This, Saint-Marceau et Saint-Pierre-sur-Vence et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes du 1er au 30 avril 2022 ;
- l'opposition reçue le 21 avril 2022, formulée par la SCEA DU THIN ;

CONSIDÉRANT qu'une autorisation d'exploiter peut-être refusée lorsque l'opération prévue compromet la viabilité économique de l'exploitation du preneur en place (article L.331-3-1 2° du code rural et de la pêche maritime) ;

CONSIDÉRANT :

- la définition du preneur en place donnée par l'article 1^{er} du SDREA :
« exploitant agricole, personne physique ou morale, mettant en valeur, à titre exclusif ou non, une exploitation agricole en qualité de titulaire de tout bail rural sur les terres de ladite exploitation. Lorsque le bien pris à bail est mis, par son détenteur, à disposition d'une société d'exploitation dans laquelle il est associé, il y a lieu de prendre en compte, en comparaison de situation demandeur(s)/preneur, la situation de la société » ;
- qu'il y a lieu de comparer la situation de M. Cyril HENRY avec celle de la SCEA DU THIN, société inscrite au registre du commerce depuis le 15 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT la situation de la SCEA DU THIN, après départ de M. Cyril HENRY :

- que la SCEA DU THIN, dont le siège d'exploitation est situé à La Fosse à l'Eau 08430 Launois-sur-Vence, serait composée de M. Maxime HENRY, 37 ans et de Mme Brigitte HENRY, 68 ans (qui a atteint l'âge légal de la retraite), tous deux exploitants à titre principal ;
- que la SCEA DU THIN exploite 260,33 hectares ;
- que la SCEA DU THIN s'oppose à la reprise de 99,41 hectares situés sur les communes de Thin-le-Moutier et Jandun ;
- que les biens, objet de l'opposition, soit ont été mis à disposition de la SCEA DU THIN par M. Maxime HENRY et M. Cyril HENRY, co-titulaires d'un bail longue durée depuis le 15 février 2016, soit sont la propriété de la société ;
- que la perte de 201,76 hectares porterait la surface exploitée par la société à 58,54 hectares ;
- que la SCEA DU THIN comptabilise 1,01 unité de travail annuel selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 57,96 ha/UTA ;
- que cette perte aurait pour conséquence de ramener l'exploitation en place en dessous du seuil de viabilité économique défini à l'article 5-2 du SDREA ;
- que la SCEA DU THIN a fourni deux études économiques rédigées par un centre de gestion agréé, l'une avec la perte de 201,76 hectares, la seconde avec la perte de 102,35 hectares. La première étude conclut à un déficit de trésorerie de près de 20 000€, sans rémunération des exploitants, la seconde étude conclut à un projet viable ;

Par conséquent, l'opération d'installation, objet de la demande de M. Cyril HENRY, compromet la viabilité de l'exploitation de la SCEA DU THIN en application de l'article L.331-3-1-2° du code rural et de la pêche maritime ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE:

Article 1

M. Cyril HENRY **n'est pas autorisé** à exploiter une surface de 99,41 hectares sur les communes de Thin-le-Moutier (parcelles ZK 17, ZM 14, ZN 16, ZN 17, ZO 13, ZO 14, ZO 15, ZO 36 et ZP 28) et Jandun (parcelle YA 1)

Article 2

M. Cyril HENRY **est autorisé** à exploiter une surface de 102,35 hectares sur les communes de Boulzicourt (parcelles : C 176, Z 147, C 35, C 36, C 37, C 38, C 45, C 46 J et C 46 K- C 67- C 198 J et C 198 K, C 167, Y 54, Z 144, Y 46, Y 50, Y 52, Y 60, Y 66, Y 86, Y 90, Y 92, Y 93, Y 94, Y 97, Y 115, Y 55, Y 65, Y 127, Y 135, Y 142, Y 134 et Y 136), Guignicourt-sur-Vence (parcelle ZC 22), Neuville-les-This (parcelles AB 43, ZA 43 J, ZA 43 K, ZA 43 L et ZA 43 M, ZA 46, ZE 2 J et ZE 2 K- ZE 3- ZE 5 J et ZE 5 K), Saint-Marceau (ZD 42 J et ZD 42 K, ZE 25 J et ZE 25 K) et Saint-Pierre (parcelle ZA 7).

Article 3

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de Thin-le-Moutier, Jandun, Boulzicourt, Guignicourt-sur-Vence, Neuville-les-This, Saint-Marceau et Saint-Pierre-sur-Vence dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/028

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 12 mai 2022 ;

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 16 février 2022 présentée par le GAEC DE LA HUTTE, dont le siège d'exploitation est situé à Olizy-Primat ;
- que le GAEC DE LA HUTTE a changé de dénomination au 1^{er} avril 2022 pour devenir le GAEC MILAVILLE avec l'entrée de M. Yohann RATAUX ;
- que le GAEC MILAVILLE est composé de M. Jérémy LEBRUN, 34 ans, de M. Hugo LEBRUN, 24 ans et de M. Yohann RATAUX, 35 ans, tous trois chefs d'exploitation à titre principal ;
- que M. Yohann RATAUX a bénéficié des aides à l'installation pour son entrée dans le GAEC ;
- que la demande du GAEC MILAVILLE porte sur 18,65 hectares sur les communes de Savigny-sur-Aisne et Saint-Morel, communes situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- que le GAEC MILAVILLE exploite 629,48 hectares et n'emploie aucun salarié ;
- que la reprise des 18,65 hectares porterait la surface exploitée par le GAEC MILAVILLE à 648,13 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC MILAVILLE comptabilise 3 unités de travail annuel selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 216,04 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC MILAVILLE correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève de la priorité 2 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie des communes de Savigny-sur-Aisne et Saint-Morel et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Ardennes, du 1^{er} au 31 mars 2022 ;
- la demande concurrente de M. Valentin RIFFAUD, déposée le 23 mars 2022 dans le délai légal de publicité et réputée complète ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1^o Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation de M. Valentin RIFFAUD :

- que M. Valentin RIFFAUD, 21 ans, est exploitant à titre individuel et principal sur une surface de 100,05 hectares ;
- que M. Valentin RIFFAUD a bénéficié des aides à l'installation le 28 mars 2019 ;
- que la demande de M. Valentin RIFFAUD porte sur 18,35 hectares situés sur les communes de Savigny-sur-Aisne et Saint-Morel en concurrence partielle du dossier déposé par le GAEC MILAVILLE ;
- que M. Valentin RIFFAUD remplit les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- que M. Valentin RIFFAUD ne dispose pas de revenus extra-agricoles supérieurs à 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;
- que la surface totale exploitée par M. Valentin RIFFAUD après reprise serait de 118,40 hectares et de ce fait serait inférieure au seuil de contrôle ;
- que les biens objet de la demande ne sont pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le ratio SAU (surface agricole utile)/UTA après opération est de 118,40 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de M. Valentin RIFFAUD correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève de la priorité 2 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées ;

- en l'occurrence, il y a lieu de déterminer si la demande du GAEC MILAVILLE est plus prioritaire que celle de M. Valentin RIFFAUD qui n'est pas soumis à autorisation préalable d'exploiter ;
- les demandes du GAEC MILAVILLE et M. Valentin RIFFAUD sont classées au rang de priorité 2 et justifient des mêmes critères complémentaires dans la grille d'appréciation fixée au point 3 de l'article 5 du SDREA ;
- toutefois l'utilisation de l'ensemble des critères complémentaires justifiés à la date de la décision montre que M. Valentin RIFFAUD a le ratio SAU/UTA le plus faible ;
- à l'inverse, bien que les parcelles en concurrence soient dispersées, elles sont en majorités riveraines des biens déjà exploités par le GAEC MILAVILLE, alors que les parcelles exploitées par M. RIFFAUD sont situées dans les communes voisines ;

L'utilisation de l'ensemble des critères complémentaires justifiés à la date de la décision ne permet pas à l'autorité administrative d'identifier un dossier prioritaire entre les demandes concurrentes ;

CONSIDÉRANT qu'aucun des candidats ne remplit l'un des 2 critères d'appréciation particulier prévus à l'article 5 du même schéma qui le rendrait prioritaire par rapport à l'autre candidat, et qui sont l'installation d'un jeune agriculteur avec DJA, ou une exploitation certifiée ou en cours de conversion à l'agriculture biologique lorsque les

terres objets de la demande sont exploitées en agriculture biologique.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 5 du SDREA, si l'utilisation des deux critères précités ne permet pas d'identifier un dossier prioritaire, alors l'autorité administrative pourra prendre une décision en pondérant un des critères de la liste initiale.

CONSIDÉRANT que si l'analyse de la situation des candidats n'a pas permis d'identifier d'éléments justifiant la pondération de l'un de ces critères, l'autorité administrative pourra délivrer plusieurs autorisations d'exploiter, comme le prévoit l'article 3 du SDREA.

CONSIDÉRANT que dans le cas présent, aucun élément ne permettant de justifier une pondération des critères. Au regard de la situation des candidats et après consultation des membres de la CDOA, l'autorité administrative décide de ne pas pondérer de critère et de délivrer plusieurs autorisations.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC MILAVILLE est autorisé à exploiter une surface de 18,65 hectares sur les communes de Savigny sur Aisne (parcelles : ZI 11, ZC 12, ZN 40 et ZB 109) et Saint Morel (ZR 38, 13, 14, 15 et 16).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de Savigny sur Aisne et Saint Morel dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 24 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/040

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter déposée par Mme Elodie GIERYGA, dans le délai légal de publicité et réputée complète le 24 mars 2022 ;
- que Mme Elodie GIERYGA, 31 ans, domiciliée à Faissault, souhaite constituer une société afin d'exploiter 31,84 hectares sur la commune de **Sorbon** (parcelles : B 44, ZD 5, ZC 13, 14, 16 et 22).

Cette commune est située en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;

- que le dossier de Mme Elodie GIERYGA est en concurrence totale des dossiers déposés par l'EARL DEPARPE et Mme Isabelle CHARTIER ;
- que le projet de Mme Elodie GIERYGA est d'exploiter à titre principal dans une société à créer, elle sera accompagnée par M. Gaétan CHAMPENOIS qui sera exploitant à titre secondaire ;
- que Mme Elodie GIERYGA ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de Mme Elodie GIERYGA comptabilise 1,5 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 21,23 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du Mme Elodie GIERYGA correspond à une opération d'installation à titre principal, sur une surface inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle **relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT :

- La demande déposée par l'EARL DEPARPE, réputée complète le 4 janvier 2022 ;
- que l'EARL DEPARPE, dont le siège d'exploitation est située à Banogne-Recouvrance est composée de M. Damien DEPARPE, 46 ans et de M. Brice DEPARPE, 45 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;

- que la demande de l'EARL DEPARPE porte sur 139,01 hectares sur les communes de **Vieil-Saint-Remy** (parcelles : ZC 84 J- 84K- ZI 215 J-215 K- ZW 3 AJ-3 AK-19-146 AJ-146 AK), **Arnicourt** (parcelles : AB 217- ZE 40 J-40 K- ZH 8- ZM 20- ZE 9 J-9 K- ZL 29- ZH 7 J-7 K- ZE 7 J- 7 K- ZL 26-28- ZH 6 J-6 K- ZH 4 J-4 – ZM 11), **Hauteville** (parcelles : A 300- C 15-16- B 67), **Sorbon** (parcelles : ZA 5-6- B 44- ZC 23-25- ZA 1 J-1 K- ZC 22 BJ-22 BK-22 BL- ZD 5- ZE 1- B 54- ZC 13-14-16-26), **Corny-Machéroménil** (parcelles : ZB 64-65-66-67-70), **Sery** (parcelles : YC 74 J-74 K-73- ZP 44 J-44 K-44 L), **Hannogne-Saint-Rémy** (parcelles : ZV 8-9), communes situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est) ;
- que l'EARL DEPARPE exploite 382,96 hectares et emploie un salarié à temps partiel, 12 heures/semaine soit à 0,34 UTA ;
- que la reprise des 139,01 hectares porterait la surface exploitée par l'EARL DEPARPE à 521,97 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que l'EARL DEPARPE comptabilise 2,34 UTA, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 223,06 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de l'EARL DEPARPE correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. **Elle relève de la priorité 2** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- La demande déposée par Mme Isabelle CHARTIER le 25 mars 2022, dans le délai légal de publicité, et réputée complète le 1 avril 2022 ;
- que Mme Isabelle CHARTIER, 43 ans, souhaite s'installer à titre individuel, afin d'exploiter 119,64 hectares sur les communes de **Sorbon** (parcelles : ZC 13-14-16-22- ZD 5- ZE 1- ZA 1- B 54- ZA 5-6- ZC 26- B 44- ZC 23-25), **Corny-Machéroménil** (parcelles: ZB 64-65-66-67-70), **Viel-Saint-Rémy** (parcelles : ZI 215- ZW 3-19-146- ZC 84), **Sery** (parcelles : YC 73-74), **Arnicourt** (parcelles : ZE 9- ZH 7- ZL 29- AB 217- ZE 40- ZH 8- ZM 20- ZE 7- ZH 6- ZL 26-28), **Hauteville** (parcelles : A 300- B 67- C 15-16) ;
- que Mme Isabelle CHARTIER ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de Mme Isabelle CHARTIER comptabilise 1 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;

- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 119,64 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du Mme Isabelle CHARTIER correspond à une opération d'installation à titre principal non aidée, sur une surface située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. **Elle relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Le projet d'installation de Mme Elodie GIERYGA est **prioritaire** sur le projet d'agrandissement de L'EARL DEPARPE, et relève du **même rang de priorité** que le projet d'installation de Mme Isabelle CHARTIER ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'intérêt des opérations envisagées et de l'ensemble des critères complémentaires prévus à l'article 5. 3) du SDREA, justifiés à date de la décision, les demandes de Mme Isabelle CHARTIER et Mme Elodie GIERYGA justifient des critères complémentaires similaires suivants :

- l'exploitation comporte au moins un chef d'exploitation ayant la qualité d'exploitant à titre principal et n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite ;
- L'exploitation est autonome dans son fonctionnement et dans ses moyens de production ;

CONSIDÉRANT que toutefois d'autres critères complémentaires permettent de départager les deux candidatures :

- L'exploitation de Mme Elodie GIERYGA a le ratio SAU/UTA le plus faible ou écart inférieur à 20 ha/UTA avec le plus faible (le ratio est calculé après reprise des biens demandés) ;
- L'exploitation de Mme Elodie GIERYGA présente une diversité de productions (élevage de chevaux, grandes cultures, herbage pour pâturage et foin) ;
- Mme Elodie GIERYGA n'a pas de perspective de regroupement avec une exploitation familiale dont la superficie est supérieure à la dimension économique viable ;

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse des demandes selon les modalités prévues à l'article 5.3 du SDREA Grand Est.

Le projet d'installation de Mme Elodie GIERYGA est prioritaire sur le projet d'installation de Mme Isabelle CHARTIER au regard des critères complémentaires de l'article 5 du SDREA Grand Est.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTE :

Article 1

Mme Elodie GIERYGA **est autorisée** à exploiter une surface de 31,84 hectares sur la commune de **Sorbon** (parcelles : B 44, ZD 5, ZC 13, 14, 16 et 22).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de Sorbon dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/052

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 12 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter, déposée 22 mars 2022 et réputée complète le 15 avril 2022, présentée par le GAEC BRION DE CANIVET, dont le siège d'exploitation est situé à Saint-Loup-Terrier ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET est composé de M. Sébastien BRION, 49 ans et de Mme Noémie BRION, 20 ans, tous deux exploitants à titre principal ;
- que la société n'emploie aucun salarié ;
- que la demande du GAEC BRION DE CANIVET porte sur 22,54 hectares situés sur les communes d'Ecordal et Chesnois-Auboncourt en concurrence du dossier déposé par l'EARL PATÉ ;
- que les biens, objet de la demande, sont situés en zone naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- que les parcelles demandées sont libre de fermage ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET exploite 134,46 hectares et que la reprise de 22,54 hectares porterait sa surface exploitée à 156,90 hectares, surface supérieure au seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le GAEC BRION DE CANIVET comptabilise deux unités de travail annuel (UTA) selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 78,45 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du GAEC BRION DE CANIVET correspond à une opération d'agrandissement inférieure au seuil de dimension économique viable fixé à 112 hectares. Elle relève de la priorité 1 selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Considérant

- La demande déposée par l'EARL PATÉ, réputée complète le 17 janvier 2022 ;
- que l'EARL PATÉ est composée de M. Cédric PATÉ, 48 ans, exploitant à titre principal ;
- que la demande de l'EARL PATÉ porte sur 22,54 hectares sur les communes d'Ecordal et Chesnois-Auboncourt ;
- que l'EARL PATÉ exploite 359,82 hectares et emploie deux salariés, l'un à temps plein, le second à temps partiel à 28 heures/semaine ;
- que la reprise des 22,54 hectares porterait la surface exploitée par l'EARL PATÉ à 382,36 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;

- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que l'EARL PATÉ comptabilise 2,40 UTA (unité de travail annuelle) en la personne de M. Cédric PATÉ (1 UTA), de deux salariés (1,40 UTA), selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAUP (surface agricole utile pondérée)/UTA après opération est de 159,32 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de l'EARL PATÉ correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle relève de la priorité 2 selon l'article 3 du SDREA Grand Est.

Considérant

- que selon l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, une autorisation peut être refusée lorsqu'il existe un candidat répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- que la demande du GAEC BRION DE CANIVET relève d'un rang de priorité supérieur à celle de l'EARL PATÉ ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC BRION DE CANIVET est autorisé à exploiter une surface de 22,54 hectares sur les communes d'Ecordal (parcelles : YB 12-19-13- et YA 15) et Chesnois-Auboncourt (parcelles : ZA 37) .

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de d'Ecordal et Chesnois Auboncourt dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 23 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022/055

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2019/345 du 12 juin 2019, portant composition de la section spécialisée "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Ardennes ;
- Vu l'avis formulé par la section spécialisée «structures et économie des exploitations» de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture des Ardennes en date du 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter présentée le 25 mars 2022 par Mme Isabelle CHARTIER, dans le délai légal de publicité, et réputée complète le 1er avril 2022 ;
- que Mme Isabelle CHARTIER, 43 ans, domiciliée en Belgique, souhaite s'installer à titre individuel, afin d'exploiter 119,64 hectares sur les communes de les communes de **Sorbon** (parcelles : ZC 13-14-16-22- ZD 5- ZE 1- ZA 1- B 54- ZA 5-6- ZC 26- B 44- ZC 23-25), **Corny-Machéroménil** (parcelles: ZB 64-65-66-67-70), **Viel-Saint-Rémy** (parcelles : ZI 215- ZW 3-19-146- ZC 84), **Sery** (parcelles : YC 73-74), **Arnicourt** (parcelles : ZE 9- ZH 7- ZL 29- AB 217- ZE 40- ZH 8- ZM 20- ZE 7- ZH 6- ZL 26-28), **Hauteville** (parcelles : A 300- B 67- C 15-16).
Ces communes sont situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est), article 4-b, dont le seuil de contrôle est fixé à 140 hectares. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (unité de travail annuel). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA ;
- que le dossier de Mme Isabelle CHARTIER est en concurrence partielle avec le dossier déposé par l'EARL DEPARPE et en concurrence totale avec le dossier déposé par Mme Elodie GIERYGA ;
- que Mme Isabelle CHARTIER ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de Mme Isabelle CHARTIER comptabilise 1 UTA selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 119,64 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande du Mme Isabelle CHARTIER correspond à une opération d'installation à titre principal non aidée, sur une surface située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. **Elle relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT :

- La demande déposée par l'EARL DEPARPE, réputée complète le 4 janvier 2022
- que l'EARL DEPARPE, dont le siège d'exploitation est située à Banogne-Recouvrance est composée de M. Damien DEPARPE, 46 ans et de M. Brice DEPARPE, 45 ans, tous deux chefs d'exploitation à titre principal ;

- que la demande de l'EARL DEPARPE porte sur 139,01 hectares sur les communes de **Vieil-Saint-Remy** (parcelles : ZC 84 J- 84K- ZI 215 J-215 K- ZW 3 AJ-3 AK-19-146 AJ-146 AK), **Arnicourt** (parcelles : AB 217- ZE 40 J-40 K- ZH 8- ZM 20- ZE 9 J-9 K- ZL 29- ZH 7 J-7 K- ZE 7 J- 7 K- ZL 26-28- ZH 6 J-6 K- ZH 4 J-4 – ZM 11), **Hauteville** (parcelles : A 300- C 15-16- B 67), **Sorbon** (parcelles : ZA 5-6- B 44- ZC 23-25- ZA 1 J-1 K- ZC 22 BJ-22 BK-22 BL- ZD 5- ZE 1- B 54- ZC 13-14-16-26), **Corny-Machéroménil** (parcelles : ZB 64-65-66-67-70), Sery (parcelles : YC 74 J-74 K-73- ZP 44 J-44 K-44 L), **Hannogne-Saint-Rémy** (parcelles : ZV 8-9), communes situées en région naturelle A du schéma directeur régional des exploitations agricoles Grand Est (SDREA Grand Est) ;
- que l'EARL DEPARPE exploite 382,96 hectares et emploie un salarié à temps partiel, 12 heures/semaine soit à 0,34 UTA ;
- que la reprise des 139,01 hectares porterait la surface exploitée par l'EARL DEPARPE à 521,97 hectares et de ce fait constitue selon l'article L.331-2 du code rural et de la pêche maritime, un agrandissement d'une exploitation dont la surface qu'il est envisagé de mettre en valeur excède le seuil de contrôle ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que l'EARL DEPARPE comptabilise 2,34 UTA, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 223,06 ha/UTA ;
- qu'en conséquence la demande de l'EARL DEPARPE correspond à une opération d'agrandissement située entre le seuil de dimension économique viable et le seuil d'agrandissement excessif. Elle **relève de la priorité 2** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- La demande déposée par Mme Elodie GIERYGA, réputée complète le 24 mars 2022.
- que Mme Elodie GIERYGA souhaite constituer une société afin d'exploiter 31,84 hectares sur la commune de **Sorbon** (parcelles : B 44, ZD 5, ZC 13, 14, 16 et 22), elle exploitera à titre principal et sera accompagnée par M. Gaétan CHAMPENOIS qui sera exploitant à titre secondaire ;
- que Mme Elodie GIERYGA ne remplit pas les conditions de capacité professionnelle selon l'article L331-2 -3° point a du code rural et de la pêche maritime ;
- pour ce motif que la mise en valeur des biens objet de la demande est soumise à autorisation préalable d'exploiter ;
- que le projet de Mme Elodie GIERYGA comptabilise 1,5 UTA, selon l'annexe 5 du SDREA Grand Est ;
- que le ratio SAU/UTA (surface agricole utile) après opération est de 21,23 ha/UTA ;

- qu'en conséquence la demande du Mme Elodie GIERYGA correspond à une opération d'installation à titre principal, sur une surface inférieure au seuil de dimension économique viable. Elle **relève de la priorité 1** selon l'article 3 du SDREA Grand Est ;

Le projet d'installation de Mme Isabelle CHARTIER est **prioritaire** sur le projet d'agrandissement de L'EARL DEPARPE, et relève du **même rang de priorité** que le projet d'installation de Mme Elodie GIERYGA ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'intérêt des opérations envisagées et de l'ensemble des critères complémentaires prévus à l'article 5. 3) du SDREA, justifiés à date de la décision, les demandes de Mme Isabelle CHARTIER et Mme Elodie GIERYGA justifient des critères complémentaires similaires suivants :

- l'exploitation comporte au moins un chef d'exploitation ayant la qualité d'exploitant à titre principal et n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite ;
- L'exploitation est autonome dans son fonctionnement et dans ses moyens de production ;

CONSIDÉRANT que toutefois d'autres critères complémentaires permettent de départager les deux candidatures :

- L'exploitation de Mme Elodie GIERYGA a le ratio SAU/UTA le plus faible ou écart inférieur à 20 ha/UTA avec le plus faible (le ratio est calculé après reprise des biens demandés) ;
- L'exploitation de Mme Elodie GIERYGA présente une diversité de productions (élevage de chevaux, grandes cultures, herbage pour pâturage et foin) ;
- Mme Elodie GIERYGA n'a pas de perspective de regroupement avec une exploitation familiale dont la superficie est supérieure à la dimension économique viable ;

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse des demandes selon les modalités prévues à l'article 5.3 du SDREA Grand Est.

Le projet d'installation de Mme Isabelle CHARTIER est moins prioritaire que le projet d'installation de Mme Elodie GIERYGA au regard des critères complémentaires de l'article 5 du SDREA Grand Est.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTE :

Article 1

Mme Isabelle CHARTIER **n'est pas autorisée** à exploiter une surface de 31,84 hectares sur la commune de **Sorbon** (parcelles : B 44, ZD 5, ZC 13, ZC 14, ZC 16 et ZC 22).

Article 2

Mme Isabelle CHARTIER **est autorisée** à exploiter une surface de 87,8 hectares sur les communes de **Sorbon** (parcelles ZA 5, ZA 6, ZC 23, ZC 25, ZA 1, ZE 1, B 54 et ZC 26), **Hauteville** (parcelles : A 300- C 15 et 16- B 67), Sery (parcelles YC 73 et 74), **Corny-Machéroménil** (parcelles : ZB 64 -ZB 65- ZB 66 -ZB 67- ZB 70), **Arnicourt** (parcelles : AB 217- ZE 40 - ZH 8- ZM 20- ZE 9- ZL 29- ZH 7 - ZE 7 - ZL 26- ZL 28- ZH 6), **Viel-Saint-Remy** (parcelles : ZC 84 - ZI 215 - ZW 3 -ZW 19- ZW 146).

Article 3

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de communes de Sorbon, Hauteville, Sery, Corny-Machéromenil, Arnicourt et Viel-Saint-Rémy dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

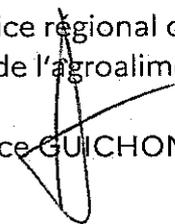
Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 52210121-01

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-12 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 relatif au Schéma Régional des Exploitations Agricoles de Champagne-Ardenne ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2364 du 11 juillet 2019, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département de Haute-Marne ;
- Vu la décision n° 52210121 du 1^{er} mars 2022 portant refus d'exploiter les parcelles 0C 101, 0C 102, 0C 123, 0C 124, 0C 125, 0C 126, 0C 127, 0C 149, 0C 194, 0C 246, 0C 292 et 0C 84 à Brainville sur Meuse (9,9076 ha) et la parcelle ZA 30 à Hâcourt (12,5185 ha) et portant autorisation d'exploiter les parcelles ZA 27 et ZA 29 à Hâcourt (12,7987 ha) notifiée à M Bertrand Humblot
- Vu le courrier de M Humblot Bertrand du 18 mars 2022 signalant l'erreur d'appréciation de sa situation
- Vu les documents présentés par M Humblot Bertrand justifiant de sa situation d'associé exploitant au sein du GAEC des 2 Vallées,

Vu le courrier de procédure contradictoire écrite, envoyée le 17 mai 2022 à M Humblot Bertrand,

Vu l'absence de réponse du GAEC des 2 Vallées,

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 15 novembre 2021 présentée par M Bertrand Humblot,
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairies de Brainville sur Meuse et Hâcourt du 24 novembre 2021 au 27 décembre 2021 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de Haute-Marne du 24 novembre 2021 au 27 décembre 2021,
- la demande concurrente déposée par le GAEC de la Cerisière en date du 14 décembre 2021 informant l'administration de son souhait d'exploiter les parcelles en concurrence,
- la précédente demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 26 juillet 2021 présentée le GAEC de la Cerisière devenue tacite le 26 novembre 2021
- les seuils de contrôle fixés à 176 ha – Territoire D
- l'avis formulé par la Commission départementale d'Orientation de l'Agriculture de Haute-Marne réunie le 03 février 2022,

CONSIDERANT que la décision n°52210121 est entachée d'une erreur d'appréciation portant sur la situation du demandeur et qu'il convient de régulariser.

CONSIDÉRANT la situation du demandeur :

Bertrand Humblot exploite au sein du GAEC des 2 Vallées. Ils sont 3 associés exploitants âgés de 51 ans (2 associés) et 46 ans.

Le GAEC des 2 Vallées exploite 370,0000 ha. Ils sont agriculteurs à titre principal et ont la capacité professionnelle.

Ils n'ont pas atteint l'âge légal de la retraite. Ils sont donc comptabilisés dans le nombre d'associés exploitants pris en compte

Superficie totale mise en valeur après opération : 405,2248 ha (soit 370 ha + 35,2248 ha).

La surface demandée se compose d'une partie en concurrence successive (9,9076 ha), une partie en concurrence simple (12,5185 ha) et une partie sans concurrence (12,7987 ha).

La surface par associé exploitant est égale à 135,0749 ha (soit 405,2248 / 3), elle est inférieure au seuil de contrôle de 176 ha.

Le GAEC a deux salariés en CDI à temps plein.

Le seuil d'agrandissement excessif est donc porté à 1 760 ha (176 ha x 2 x 5 UTH (3 associés exploitants, 2 salariés à 100 %)).

- Pas de nouvelle activité
- Pas de bio, ni commerce local

Au vu de ces éléments, la demande est un agrandissement inférieur au seuil de contrôle et elle est classée au rang 2 des priorités du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Champagne-Ardenne.

CONSIDÉRANT la situation du concurrent, le GAEC de la Cerisière :

Le GAEC de la Cerisière est constitué de 2 associés exploitants : Denis Thiebaut, 63 ans et Jean-François Thiebaut, 24 ans.

Jean-François Thiebaut est en cours d'installation. Sa demande est passée en comité de sélection en juillet 2021. Celle-ci n'est pas encore effective car le certificat n'est pas encore établi à la date de la présente décision.

Le GAEC de la Cerisière exploite 275,7807 ha. Les deux associés ont la capacité professionnelle. La surface demandée dans la demande de juillet 2021 fait partie de la surface exploitée.

M Denis Thiebaut a atteint l'âge légal de la retraite. Seul Jean-François est comptabilisé dans le nombre d'associés exploitants pris en compte.

Le GAEC a un salarié en CDI à temps plein.

Superficie totale mise en valeur après opération : 288,4746 ha (= 275,7807 ha + 12,6939 ha).

La surface demandée se compose d'une partie en concurrence simple (12,5185 ha) et d'une autre partie hors concurrence (0,1754 ha).

Surface par associé exploitant est égale à 288,4746 ha (soit 288,4746 / 1). Elle est supérieure au seuil de contrôle de 176 ha.

Le seuil d'agrandissement excessif est donc porté à 704 ha (soit 176 ha x 2 x 2 UTH (1 associé exploitant et 1 salarié à 100 %)).

- Pas de nouvelle activité
- Pas de bio, ni commerce local

Au vu de ces éléments, la demande est une installation supérieure au seuil de contrôle et elle est classée au rang de priorité 2 des priorités du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Champagne-Ardenne

CONSIDÉRANT :

Les deux demandes, au même rang de priorité au regard des dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté portant Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Champagne-Ardenne. Par conséquent, l'autorité administrative prend en compte des critères de priorisation complémentaires afin de départager les deux demandes (article 5 IV) en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées. L'autorisation est accordée aux demandeurs ayant obtenu le meilleur total de points. Une autorisation est également délivrée aux demandeurs ayant obtenu un total de points représentant au moins 80 % du meilleur total de points

➤ Le GAEC des 2 Vallées est classé au rang de priorité N°2 et a obtenu **215 points** selon le tableau V) précisant les critères de priorisation complémentaires :

- 20 points (4^{ème}) – L'opération envisagée est une réunion d'exploitations et n'a pas pour effet de porter la superficie de l'exploitation qui en résulte au-delà du seuil de contrôle multiplié, le cas échéant, par le nombre des membres de l'exploitation ayant la

qualité d'exploitant à titre principal. La surface résultante de 405 ha est inférieure au seuil de 528 ha (176 ha x 3 associés),

➤ 40 points (5^{ème}) – L'exploitation du demandeur comporte au moins un membre ayant la qualité d'exploitant à titre principal. Les trois associés sont exploitants à titre principal,

➤ 40 points (8^{ème}) – Le demandeur justifie qu'au moins un membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, ne dispose de revenus professionnels autres que ceux tirés de l'exploitation. Les associés tirent leurs revenus de l'exploitation,

➤ 25 points (10^{ème}) – Le demandeur justifie qu'aucun membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, ne dispose de revenus extra-agricoles excédant 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance. Les associés n'ont pas d'autres revenus que ceux de l'exploitation.

➤ 25 points (11^{ème}) – La main d'oeuvre salariée permanente de l'exploitation du demandeur représente au moins une demi unité de travail. Le GAEC emploie 2 salariés à temps plein

➤ 25 points (19^{ème}) – Il est justifié que le bien objet de la demande est reçu par donation, location, vente ou succession d'un parent ou allié d'un membre de l'exploitation ayant la qualité d'exploitant, jusqu'au 4^{ème} degré inclus, et que le bien en cause est détenu par un parent ou allié au sens de l'alinéa précédent, depuis 9 ans au moins. M Bertrand Humblot est le gendre de Jean-Pierre Jacob. Il est le cousin de Mme Petteletat mais le lien ne peut être pris en compte.

➤ 30 points (20^{ème}) – L'exploitation du demandeur comporte au moins un membre, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant qui satisfait aux conditions de capacité d'expérience professionnelle précisée au I de l'article R331-2. Les trois associés ont plus de cinq ans d'expérience professionnelle agricole. Ils ont donc la capacité agricole.

➤ 10 points (22^{ème}) – Le demandeur justifie qu'aucun membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, n'a atteint l'âge de la retraite retenu en matière d'assurance vieilles des exploitants agricoles. Ils sont âgés de 51 ans et 46 ans.

➤ Le GAEC de la Cerisière est classé au rang de priorité N°2 et a obtenu **280 points** selon le tableau V) précisant les critères de priorisation complémentaires:

➤ 50 points (1^{er}) – Les biens sont destinés à l'installation de l'exploitation du demandeur. Jean-François Thiebaut est en cours d'installation.

➤ 20 points (4^{ème}) – L'opération envisagée est une réunion d'exploitations et n'a pas pour effet de porter la superficie de l'exploitation qui en résulte au-delà du seuil de contrôle multiplié, le cas échéant, par le nombre des membres de l'exploitation ayant la qualité d'exploitant à titre principal. La surface résultante de 288 ha ha est inférieure au seuil de 352 ha (176 ha x 2 associés),

➤ 40 points (5^{ème}) – L'exploitation du demandeur comporte au moins un membre ayant la qualité d'exploitant à titre principal. Les deux associés sont exploitants à titre principal,

➤ 40 points (8^{ème}) – Le demandeur justifie qu'au moins un membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, ne dispose de revenus professionnels autres que ceux tirés de l'exploitation. Les exploitants tirent leurs revenus de l'exploitation,

- 25 points (10^{ème}) – Le demandeur justifie qu'aucun membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, ne dispose de revenus extra-agricoles excédant 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance. Les exploitants tirent leurs revenus de l'exploitation.
- 25 points (11^{ème}) – La main d'oeuvre salariée permanente de l'exploitation du demandeur représente au moins une demi unité de travail. Le GAEC emploie 1 salarié à temps plein
- 20 points (15^{ème}) – Le demandeur s'engage à poursuivre une exploitation du bien demandé en prairie permanente ou pâturage permanent pour une durée minimale de 5 ans. Le GAEC exploite cette surface en prairie depuis plusieurs années et s'est engagé à poursuivre ce type d'exploitation extensive,
- 10 points (16^{ème}) – Le demandeur justifie que le bien objet de la demande est situé à une distance de moins de 15 km de la parcelle la plus proche de son exploitation. Les parcelles objet de la demande sont situées sur les communes de Brainville sur Meuse et Hâcourt, soit à moins de 15 km du siège de l'exploitation situé à Graffigny-Chemin,
- 30 points (20^{ème}) – L'exploitation du demandeur comporte au moins un membre qui satisfait aux conditions de capacité d'expérience professionnelle précisée au I de l'article R331-2. M Denis Thiebaut a plus de cinq ans d'expérience professionnelle agricole et Jean-François Thiebaut a un diplôme agricole. Ils ont donc la capacité agricole.
- 20 points (21^{ème}) – Le demandeur justifie qu'un membre de l'exploitation, parmi ceux ayant la qualité d'exploitant, qui n'a pas atteint l'âge de la retraite retenu en matière d'assurance vieillesse des exploitants agricoles diminué de 25 ans. M Jean-François Thiebaut a 24 ans

Le rapport entre les nombres de points obtenus par les deux exploitations est de 76,7 % (215/280). L'écart est donc de plus de 20 %. L'autorisation sera donc donnée à la structure ayant recueilli le plus grand nombre de points.

Les demandes portent sur des surfaces en concurrence simple, des surfaces en concurrence successive et des surfaces sans concurrence.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

La décision n° 52210121 d'autorisation partielle notifiée à M Bertrand Humblot est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2

Le GAEC des 2 Vallées **est autorisé** à exploiter une surface de 12,7987 ha sur la commune de Hâcourt (parcelles ZA 27 et ZA 29) propriété de M Jean-Pierre Jacob. Cette surface ne fait pas

l'objet de concurrence.

Article 3

Le GAEC des 2 Vallées **n'a pas l'autorisation** d'exploiter la surface de 9,9076 ha sur Brainville sur Meuse (parcelles 0C 101, 0C 102, 0C 123, 0C 124, 0C 125, 0C 126, 0C 127, 0C 149, 0C 194, 0C 246, 0C 292 et 0C 84), propriété de Mme Francine Pettelat.

Cette surface a été demandée le 26 juillet 2021 par le GAEC de la Cerisière. Cette demande est devenue tacite le 26 novembre 2021.

Article 4

Le GAEC des 2 Vallées **n'a pas l'autorisation** d'exploiter la surface de 12,5185 ha sur Hâcourt (parcelle ZA 30), propriété de Mme Francine Pettelat.

La demande du GAEC de la Cerisière sur cette surface est prioritaire au regard du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Champagne-Ardenne.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

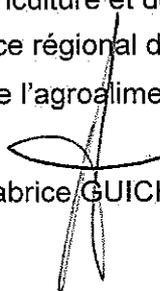
Article 6

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de Brainville sur Meuse et Hâcourt dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13/06/22

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,


Fabrice GUICHON



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 54-22-0035

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2019/DDT54/AFC-AD-S/560 du 18 septembre 2019, portant composition de la section "Structures et Économie des Exploitations Agricoles" de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 16 mars 2022 présentée par Monsieur JACQUOT Jonathan à LALOEUF-54115 concernant l'agrandissement de son exploitation individuelle ;
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie de PRAYE-54116 du 11 avril 2022 au 11 mai 2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle du 11 avril 2022 au 11 mai 2022 ;

CONSIDÉRANT la situation de Monsieur JACQUOT Jonathan:

- l'exploitation est composée au moment de la demande de Monsieur JACQUOT Jonathan, âgé de 36 ans,
- la demande d'agrandissement de Monsieur JACQUOT Jonathan, d'une surface de 4 ha 63 a 09 ca sur la commune de PRAYE-54116,

CONSIDÉRANT :

- que l'opération ne relevant pas d'un agrandissement excessif,
- l'absence de demande concurrente,
- l'absence de remise en cause de la viabilité de l'exploitation du preneur en place.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Monsieur JACQUOT Jonathan à LALOEUF-54115, est autorisé à exploiter une surface de 4 ha 63 a 09 ca de terres situées sur la commune de PRAYE-54116 (parcelles V 071-077 – Y 055).

Article 2

La présente décision ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de PRAYE dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 13 JUIN 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 55220002

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1^{er} août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 9025-2022-DDT-SEA du 11 mai 2022, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département de la Meuse ;
- Vu l'avis formulé par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Meuse en date du 10/06/2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Madame SHEGUNOVA Liubov et enregistrée le 02/03/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairies de BEAUCLAIR, BEAUFORT EN ARGONNE et TAILLY (08) du 15/03/2022 au 15/04/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/03/2022 au 15/04/2022.
- la demande concurrente partielle déposée par Monsieur MEURICE Grégory en date du 24/03/2022 informant l'administration de son souhait d'exploiter une parcelle en concurrence, non soumise à autorisation préalable d'exploiter et confirmée par rescrit en date du 27/04/2022.
- les demandes portent sur des surfaces situées dans le territoire A. Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de Travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée.:

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1;

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, Madame SHEGUNOVA Liubov :

Installation individuelle de Mme SHEGUNOVA Liubov, sans capacité professionnelle. Elle est agricultrice à titre principal et a 37 ans. M. LEMOINE Jérôme est conjoint collaborateur à titre secondaire et a 35 ans. Elle n'emploie pas de salarié. Son exploitation comptabilise donc 1,5 UTA.

La demande porte sur 56,2416 ha sur les communes de BEAUCLAIR, BEAUFORT EN ARGONNE et TAILLY (08). La surface après projet est donc de 56,2416 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 37,49.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une installation à titre principal (aidée ou non aidée). La surface de l'exploitation se situe sous le seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du concurrent, Monsieur MEURICE Grégory :

M. MEURICE Grégory est exploitant individuel, à titre principal et a 39 ans. Il n'emploie pas de salarié. Son exploitation comptabilise donc 1 UTA.

M. MEURICE Grégory exploite une surface de 116,05 ha en individuel avant l'opération. L'agrandissement porte sur 1,6190 ha sur la commune de BEAUCLAIR (parcelle ZA52). La surface après projet est donc de 117,6690 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 117,67 ha.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située entre le seuil de dimension économique viable et d'agrandissement excessif. La demande est donc classée au rang de priorité 2 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

M. MEURICE Grégory bénéficie d'un rescrit en date du 27/04/2022.

CONSIDÉRANT que le projet d'agrandissement de M. MEURICE Grégory n'est pas prioritaire sur le projet d'installation de Mme SHEGUNOVA Liubov au regard du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Madame SHEGUNOVA Liubov **est autorisée** à exploiter une surface de 56,2416 ha sur les parcelles ZA52-54 à BEAUCLAIR (4,9480 ha), AB21-258-266-267p – ZA19-20 – ZC18 – ZD14p – ZE09-34-35-36-37-38 à BEAUFORT EN ARGONNE (28,1295 ha) et 050AH19-20 – 359AB86 – 359ZB01-03 – 359ZD18-19 – 359ZE20 – 359ZH03 – 359ZI04 à TAILLY (BARRICOURT – REMONVILLE) (08) (23,1641 ha).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de BEAUCLAIR, BEAUFORT EN ARGONNE et TAILLY (08), dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,


Fabrice GUICHON



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 55220005

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu la décision préfectorale portant subdélégation de signature pour le fonctionnement du service ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 9025-2022-DDT-SEA du 11 mai 2022 portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département de la Meuse ;
- Vu l'avis formulé par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Meuse en date du 10/06/2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC DE LA BLANCHE TERRE enregistrée le 06/01/2022 et l'arrêté de prolongation du délai d'instruction jusqu'au 06/07/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie de LES HAUTS DE CHEE du 15/02/2022 au 15/03/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/02/2022 au 15/03/2022.
- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL MUNIER 55 enregistrée le 16/02/2022 informant l'administration de son souhait d'exploiter des parcelles dont la parcelle ZP19p sur la commune de LES HAUTS DE CHEE en concurrence avec le GAEC DE LA BLANCHE TERRE et l'arrêté de prolongation du délai d'instruction jusqu'au 16/08/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairies de LAIMONT et LES HAUTS DE CHEE du 15/03/2022 au 15/04/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/03/2022 au 15/04/2022.
- la demande concurrente déposée par l'EARL DES CHENES ROUGES en date du 22/09/2021 informant l'administration de son souhait d'exploiter la parcelle ZP19p en concurrence, non soumise à autorisation préalable d'exploiter et confirmée par rescrit en date du 19/10/2021 et son maintien en date du 17/02/2022.
- la demande concurrente déposée par l'EARL SOURCE DE LA CHEE en date du 22/02/2022 informant l'administration de son souhait d'exploiter la parcelle ZP19p en concurrence, non soumise à autorisation préalable d'exploiter et confirmée par rescrit en date du 22/03/2022.
- les demandes portent sur des surfaces situées dans le territoire A. Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de Travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, le GAEC DE LA BLANCHE TERRE :

M. MENUSIER Rémi est associé exploitant du GAEC DE LA BLANCHE TERRE. Il est agriculteur à titre principal et a 38 ans. M. MENUSIER Pascal est associé exploitant du GAEC DE LA BLANCHE TERRE. Il est agriculteur à titre principal et a 64 ans. Le GAEC emploie un salarié âgé de 33 ans à temps partiel. Il comptabilise donc 1,44 UTA.

Le GAEC DE LA BLANCHE TERRE exploite une surface de 218,19 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 4,3276 ha. La surface après projet est donc de 222,5176 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 154,53.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située entre le seuil de dimension économique viable et d'agrandissement excessif. La demande est donc classée au rang de priorité 2 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du concurrent, l'EARL MUNIER 55 :

M. MUNIER Jean est associé exploitant de l'EARL MUNIER 55. Il est agriculteur à titre principal et a 61 ans. Installation avec les aides de M. MUNIER Thomas en tant qu'associé exploitant de l'EARL MUNIER 55. Il est agriculteur à titre principal et a 30 ans. L'EARL n'emploie pas de salarié. Elle comptabilise donc 2 UTA.

L'EARL MUNIER 55 exploite une surface de 188,9990 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 17,8276 ha. La surface après projet est donc de 206,8266 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 103,41 ha.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une installation aidée en tant qu'associé par agrandissement d'une personne morale avec apport de surface. La surface de l'exploitation se situe sous le seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, l'EARL DES CHENES ROUGES :

M. KAPELA André est associé exploitant de l'EARL DES CHENES ROUGES. Il est agriculteur à titre principal et a 58 ans. M. KAPELA Mathieu est associé exploitant de l'EARL DES CHENES ROUGES. Il est agriculteur à titre principal et a 29 ans. L'EARL emploie une salariée âgée de 64 ans. Elle comptabilise donc 2 UTA.

L'EARL DES CHENES ROUGES exploite une surface pondérée de 28,8680 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 20,9616 ha. La surface après projet est donc de 49,8296 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 24,91.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation. La surface de l'exploitation se situe sous le seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

L'EARL DES CHENES ROUGES bénéficie d'un rescrit en date du 19/10/2021.

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, l'EARL SOURCE DE LA CHEE :

M. LIENARD Patrice est le seul associé exploitant de l'EARL SOURCE DE LA CHEE. Il est agriculteur à titre principal et a 47 ans. L'EARL n'emploie pas de salarié. Elle comptabilise donc 1 UTA.

L'EARL SOURCE DE LA CHEE exploite une surface de 111,60 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 4,3276 ha. La surface après projet est donc de 115,9276 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 115,93.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située entre le seuil de dimension économique viable et d'agrandissement excessif. La demande est donc classée au rang de priorité 2 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

L'EARL SOURCE DE LA CHEE bénéficie d'un rescrit en date du 22/03/2022.

CONSIDERANT que les demandes de l'EARL MUNIER 55 et de l'EARL DES CHENES ROUGES relèvent du même rang de priorité au regard du SDREA Grand Est et sont prioritaires sur les demandes du GAEC DE LA BLANCHE TERRE et de l'EARL SOURCE DE LA CHEE.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC DE LA BLANCHE TERRE n'est pas autorisé à exploiter une surface de 4,3276 ha sur la parcelle ZP19p à LES HAUTS DE CHEE.

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;

- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 3

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs à la mairie de LES HAUTS DE CHEE dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 55220037

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1^{er} août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 9025-2022-DDT-SEA du 11 mai 2022, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département de la Meuse ;
- Vu l'avis formulé par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Meuse en date du 10/06/2022 ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC DE LA BLANCHE TERRE et enregistrée le 06/01/2022 et l'arrêté de prolongation du délai d'instruction jusqu'au 06/07/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie de LES HAUTS DE CHEE du 15/02/2022 au 15/03/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/02/2022 au 15/03/2022.
- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL MUNIER 55 enregistrée le 16/02/2022 informant l'administration de son souhait d'exploiter des parcelles dont la parcelle ZP19p sur la commune de LES HAUTS DE CHEE en concurrence avec le GAEC DE LA BLANCHE TERRE et l'arrêté de prolongation du délai d'instruction jusqu'au 16/08/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairies de LAIMONT et LES HAUTS DE CHEE du 15/03/2022 au 15/04/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/03/2022 au 15/04/2022.
- la demande concurrente déposée par l'EARL DES CHENES ROUGES en date du 22/09/2021 informant l'administration de son souhait d'exploiter la parcelle ZP19p en concurrence, non soumise à autorisation préalable d'exploiter et confirmée par rescrit en date du 19/10/2021 et son maintien en date du 17/02/2022.
- la demande concurrente déposée par l'EARL SOURCE DE LA CHEE en date du 22/02/2022 informant l'administration de son souhait d'exploiter la parcelle ZP19p en concurrence, non soumise à autorisation préalable d'exploiter et confirmée par rescrit en date du 22/03/2022.
- les demandes portent sur des surfaces situées dans le territoire A. Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de Travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, le GAEC DE LA BLANCHE TERRE :

M. MENUSIER Rémi est associé exploitant du GAEC DE LA BLANCHE TERRE. Il est agriculteur à titre principal et a 38 ans. M. MENUSIER Pascal est associé exploitant du GAEC DE LA BLANCHE TERRE. Il est agriculteur à titre principal et a 64 ans. Le GAEC emploie un salarié âgé de 33 ans à temps partiel. Il comptabilise donc 1,44 UTA.

Le GAEC DE LA BLANCHE TERRE exploite une surface de 218,19 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 4,3276 ha. La surface après projet est donc de 222,5176 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 154,53.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située entre le seuil de dimension économique viable et d'agrandissement excessif. La demande est donc classée au rang de priorité 2 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du concurrent, l'EARL MUNIER 55 :

M. MUNIER Jean est associé exploitant de l'EARL MUNIER 55. Il est agriculteur à titre principal et a 61 ans. Installation avec les aides de M. MUNIER Thomas en tant qu'associé exploitant de l'EARL MUNIER 55. Il est agriculteur à titre principal et a 30 ans. L'EARL n'emploie pas de salarié. Elle comptabilise donc 2 UTA.

L'EARL MUNIER 55 exploite une surface de 188,9990 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 17,8276 ha. La surface après projet est donc de 206,8266 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 103,41 ha.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une installation aidée en tant qu'associé par agrandissement d'une personne morale avec apport de surface. La surface de l'exploitation se situe sous le seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, l'EARL DES CHENES ROUGES :

M. KAPELA André est associé exploitant de l'EARL DES CHENES ROUGES. Il est agriculteur à titre principal et a 58 ans. M. KAPELA Mathieu est associé exploitant de l'EARL DES CHENES ROUGES. Il est agriculteur à titre principal et a 29 ans. L'EARL emploie une salariée âgée de 64 ans. Elle comptabilise donc 2 UTA.

L'EARL DES CHENES ROUGES exploite une surface pondérée de 28,8680 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 20,9616 ha. La surface après projet est donc de 49,8296 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 24,91.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation. La surface de l'exploitation se situe sous le seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

L'EARL DES CHENES ROUGES bénéficie d'un rescrit en date du 19/10/2021.

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, l'EARL SOURCE DE LA CHEE :

M. LIENARD Patrice est le seul associé exploitant de l'EARL SOURCE DE LA CHEE. Il est agriculteur à titre principal et a 47 ans. L'EARL n'emploie pas de salarié. Elle comptabilise donc 1 UTA.

L'EARL SOURCE DE LA CHEE exploite une surface de 111,60 ha avant l'opération. L'agrandissement porté sur 4,3276 ha. La surface après projet est donc de 115,9276 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 115,93.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située entre le seuil de dimension économique viable et d'agrandissement excessif. La demande est donc classée au rang de priorité 2 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

L'EARL SOURCE DE LA CHEE bénéficie d'un rescrit en date du 22/03/2022.

Les demandes de l'EARL MUNIER 55 et de l'EARL DES CHENES ROUGES relèvent du même rang de priorité au regard du SDREA Grand Est et sont prioritaires sur les demandes du GAEC DE LA BLANCHE TERRE et de l'EARL SOURCE DE LA CHEE.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées.

- en l'occurrence, il y a lieu de déterminer si la demande de l'EARL MUNIER 55 est plus prioritaire que celle de l'EARL DES CHENES ROUGES qui n'est pas soumise à autorisation d'exploiter
- les demandes de l'EARL MUNIER 55 et de l'EARL DES CHENES ROUGES sont classées au rang de priorité 1 et justifient de critères complémentaires équivalents dans la grille d'appréciation fixée au point 3 de l'article 5 du SDREA

L'utilisation de l'ensemble des critères complémentaires justifiés à la date de la décision ne permet pas à l'autorité administrative d'identifier un dossier prioritaire entre les demandes concurrentes.

CONSIDERANT que l'EARL MUNIER 55 remplit l'un des 2 critères d'appréciation particuliers prévus à l'article 5 du même schéma qui le rend prioritaire par rapport à l'autre candidat et qui est l'installation d'un jeune agriculteur avec DJA.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

L'EARL MUNIER 55 **est autorisée** à exploiter une surface de 17,8276 ha sur les parcelles ZI23p-26-27p à LAIMONT (4,21 ha) et ZN04p-05p – ZP19p à LES HAUTS DE CHEE (13,6176 ha).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de LAIMONT et LES HAUTS DE CHEE, dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 55220048

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1^{er} août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur VUILLAUME Quentin et enregistrée le 08/03/2022.
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairies de CUISY, DANNEVOUX, GERCOURT ET DRILLANCOURT, MONTFAUCON D'ARGONNE et SEPTSARGES du 15/04/2022 au 15/05/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département de la Meuse du 15/04/2022 au 15/05/2022.

DRAAF Grand Est
Tél. : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

• la demande porte sur des surfaces situées dans le territoire A. Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de Travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du demandeur, Monsieur VUILLAUME Quentin :

M. VUILLAUME Quentin s'installe en individuel, sans capacité professionnelle. Il sera agriculteur à titre principal et a 27 ans. Il n'emploie pas de salarié. Elle comptabilise donc 1 UTA.

Il reprend l'exploitation de M. VUILLAUME J. François (père). La surface après projet est donc de 106,4264 ha.

Le ratio SAU/UTA est égal à 106,43.

Au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une installation en individuel à titre principal (aidée ou non aidée) et d'une surface inférieure au seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT l'absence de demande concurrente déposée au terme de la période de recueil des candidatures, l'autorité administrative décide de délivrer une autorisation.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Monsieur VUILLAUME Quentin **est autorisé** à exploiter une surface de 106 ha 42 a 64 ca situées sur les communes de CUISY 24 ha 35 a 70 ca (parcelle ZE06), DANNEVOUX 66 ha 25 a 31 ca (parcelles A231-252 – D10-13-30-36-57-58-78-82-85-87-651-834-835-839 – YC03 – ZA23-32-33 – ZB04-08-09-19-27-45-46-61-93-94-99 – ZC31-59-60-61-62-63-64-77-78-108-136-180 – ZE33-34-36-37 – ZH06-47p-55-68-80-81 – ZK16-17-18-72-75-102 – ZL78-134-141 – ZM41-42-50p-51-54 – ZN45p-46-47-48), GERCOURT ET DRILLANCOURT 4 ha 87 a 60 ca (parcelles ZA22-45 – ZB41), MONTFAUCON D'ARGONNE 9 ha 88 a 69 ca (parcelles ZA16 – ZB05-67 – ZL02p) et SEPTSARGES 1 ha 05 a 34 ca (parcelle ZK01).

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de CUISY, DANNEVOUX, GERCOURT ET DRILLANCOURT, MONTFAUCON D'ARGONNE et SEPTSARGES, dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 19 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 88220002

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 533/2019/DDT du 24 juillet 2019 modifié et n° 229/2021/DDT du 10 août 2021, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Vosges ;
- Vu l'avis formulé par la Commission départementale d'Orientation de l'Agriculture des Vosges en date du 22 avril 2002.

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 07 janvier 2022 présentée par le GAEC DE BERGIBOIS, M. CHERPITEL Jean-Luc, M. CHERPITEL Pierre de PAREY SOUS MONTFORT pour la reprise de 6 ha 59, parcelle ZD 4 à THEY SOUS MONTFORT, en vue d'un agrandissement,
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie du 01/02/2022 au 02/03/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Vosges du 01/02/2022 au 02/03/2022,
- la demande concurrente totale déposée par le GAEC DE SARIMOIS, Mme NICOLAS Chantal, MM. NICOLAS Michel et Matthieu de THEY SOUS MONTFORT en date du 01 février 2022, informant l'administration de son souhait d'exploiter les parcelles en concurrence,
- que les demandes portent sur des surfaces situées dans le territoire A. Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du GAEC DE BERGIBOIS :

- le GAEC DE BERGIBOIS est constitué par 2 associés exploitants qui n'ont pas atteint l'âge légal de la retraite, soit 2 UTA, et exploite une surface de 182 ha 73 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 6 ha 59 ha. La surface après projet est donc de 189 ha 32 ha.
- le ratio SAU/UTA est égal à 94,66 ha.
- le demandeur n'a pas de lien familial avec le propriétaire.
- au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située en dessous du seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du GAEC DE SARIMOIS :

- le GAEC DE SARIMOIS est constitué par 3 associés exploitants dont 1 a atteint l'âge légal de la retraite, soit 2,01 UTA, et exploite une surface de 212 ha 35 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 6 ha 59 ha. La surface après projet est donc de 218 ha 94 ha.
- le ratio SAU/UTA est égal à 108,92 ha.
- le demandeur n'a pas de lien familial avec le propriétaire.

- le demandeur n'a pas de lien familial avec le propriétaire.
- au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située en dessous du seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

Les demandes du GAEC DE BERGIBOIS et du GAEC DE SARIMOIS relèvent du même rang de priorité au regard du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées.

L'utilisation de l'ensemble des critères complémentaires justifiés à la date de la décision ne permet pas à l'autorité administrative de départager les demandes concurrentes.

CONSIDÉRANT qu'aucun des candidats ne remplit l'un des 2 critères d'appréciation particulier prévus à l'article 5 du même schéma qui le rendrait prioritaire par rapport à l'autre candidat, et qui sont l'installation d'un jeune agriculteur avec DJA, ou une exploitation certifiée ou en cours de conversion à l'agriculture biologique lorsque les terres objets de la demande sont exploitées en agriculture biologique.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 5 du SDREA, si l'utilisation des deux critères précités ne permet pas d'identifier un dossier prioritaire, alors l'autorité administrative pourra prendre une décision en pondérant un des critères de la liste initiale.

CONSIDÉRANT que si l'analyse de la situation des candidats n'a pas permis d'identifier d'éléments justifiant la pondération de l'un de ces critères, l'autorité administrative pourra délivrer plusieurs autorisations d'exploiter, comme le prévoit l'article 3 du SDREA.

CONSIDÉRANT que dans le cas présent, aucun élément ne permettant de justifier une pondération des critères, l'autorité administrative décide de délivrer plusieurs autorisations.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC DE BERGIBOIS est autorisé à exploiter une surface de 6 ha 59 sur la(es) parcelle(s) suivante(s) :

| Référence Cadastre | Surface | Commune |
|--------------------|---------|--------------------|
| ZD 4 | 6 ha 59 | THEY SOUS MONTFORT |

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;

- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

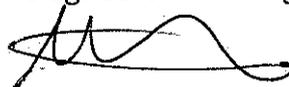
Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de THEY SOUS MONTFORT dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 88220017

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 533/2019/DDT du 24 juillet 2019 modifié et n° 229/2021/DDT du 10 août 2021, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Vosges ;
- Vu l'avis formulé par la Commission départementale d'Orientation de l'Agriculture des Vosges en date du 22 avril 2002.

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 07 janvier 2022 présentée par le GAEC DE BERGIBOIS, M. CHERPITEL Jean-Luc, M. CHERPITEL Pierre de PAREY SOUS MONTFORT pour la reprise de 6 ha 59, parcelle ZD 4 à THEY SOUS MONTFORT, en vue d'un agrandissement,
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie du 01/02/2022 au 02/03/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Vosges du 01/02/2022 au 02/03/2022,
- la demande concurrente totale déposée par le GAEC DE SARIMOIS, Mme NICOLAS Chantal, MM. NICOLAS Michel et Matthieu de THEY SOUS MONTFORT en date du 01 février 2022, informant l'administration de son souhait d'exploiter les parcelles en concurrence,
- que les demandes portent sur des surfaces situées dans la région naturelle A, définie dans l'annexe 1 du schéma directeur régional des exploitations agricoles du Grand Est (SDREA Grand Est). Le seuil de contrôle est de 140 ha. Le seuil de viabilité économique est de 112 ha/UTA (Unité de travail Annuelle). Le seuil d'agrandissement excessif est de 224 ha/UTA.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L331-3-1 du CRPM, l'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

CONSIDÉRANT la situation du GAEC DE BERGIBOIS :

- le GAEC DE BERGIBOIS est constitué par 2 associés exploitants qui n'ont pas atteint l'âge légal de la retraite, soit 2 UTA, et exploite une surface de 182 ha 73 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 6 ha 59 ha. La surface après projet est donc de 189 ha 32 ha.
- le ratio SAU/UTA est égal à 94,66 ha.
- le demandeur n'a pas de lien familial avec le propriétaire.
- au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située en dessous du seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT la situation du GAEC DE SARIMOIS :

- le GAEC DE SARIMOIS est constitué par 3 associés exploitants dont 1 a atteint l'âge légal de la retraite, soit 2,01 UTA, et exploite une surface de 212 ha 35 ha avant l'opération. L'agrandissement porte sur 6 ha 59 ha. La surface après projet est donc de 218 ha 94 ha.
- le ratio SAU/UTA est égal à 108,92 ha.

- le demandeur n'a pas de lien familial avec le propriétaire.
- au vu de ces éléments, l'opération correspond au cas d'une consolidation, agrandissement, concentration, réunion d'exploitation d'une exploitation située en dessous du seuil de dimension économique viable. La demande est donc classée au rang de priorité 1 de l'article 3 du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

Les demandes du GAEC DE BERGIBOIS et du GAEC DE SARIMOIS relèvent du même rang de priorité au regard du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles de Grand-Est.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 3 du SDREA, en cas de concurrence au même rang de priorité, l'autorité administrative recourt aux critères complémentaires de l'article 5 du SDREA pour départager les candidats en fonction de l'intérêt de chacune des opérations envisagées.

L'utilisation de l'ensemble des critères complémentaires justifiés à la date de la décision ne permet pas à l'autorité administrative de départager les demandes concurrentes.

CONSIDÉRANT qu'aucun des candidats ne remplit l'un des 2 critères d'appréciation particulier prévus à l'article 5 du même schéma qui le rendrait prioritaire par rapport à l'autre candidat, et qui sont l'installation d'un jeune agriculteur avec DJA, ou une exploitation certifiée ou en cours de conversion à l'agriculture biologique lorsque les terres objets de la demande sont exploitées en agriculture biologique.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 5 du SDREA, si l'utilisation des deux critères précités ne permet pas d'identifier un dossier prioritaire, alors l'autorité administrative pourra prendre une décision en pondérant un des critères de la liste initiale.

CONSIDÉRANT que si l'analyse de la situation des candidats n'a pas permis d'identifier d'éléments justifiant la pondération de l'un de ces critères, l'autorité administrative pourra délivrer plusieurs autorisations d'exploiter, comme le prévoit l'article 3 du SDREA.

CONSIDÉRANT que dans le cas présent, aucun élément ne permettant de justifier une pondération des critères, l'autorité administrative décide de délivrer plusieurs autorisations.

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

Le GAEC DE SARIMOIS est autorisé à exploiter une surface de 6 ha 59 sur la(es) parcelle(s) suivante(s) :

| Référence Cadastre | Surface | Commune |
|--------------------|---------|--------------------|
| ZD 4 | 6 ha 59 | THEY SOUS MONTFORT |

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivant ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

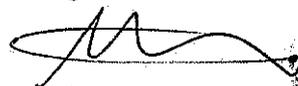
Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affichée au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de THEY SOUS MONTFORT dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Pour la Préfète et par délégation,

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,

L'adjointe au chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 88220052

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 533/2019/DDT du 24 juillet 2019 modifié et n° 84/2022/DDT du 28 avril 2022, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Vosges ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 15 avril 2022 présentée par l'EARL de la COMMANDERIE, M. FERRY Romain de ESLEY pour la reprise de 68 ha 30, parcelles ZO 15, ZO 16, ZM 17, ZM 18, ZM 19, ZI 22, ZI 23, ZI 24 à MARTIGNY LES BAINS, parcelles ZA 01, ZA 02, ZD32, ZD 33, ZD 34, ZC 05, ZC 06, ZC 160, ZC 12, ZC 13, ZC 10 à FRAIN en vue d'un agrandissement,
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie du 01/05/2022 au 31/05/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Vosges du 01/05/2022 au 31/05/2022.

CONSIDÉRANT :

- l'absence de concurrence concernant les parcelles listées ci-dessus pendant la période de publicité, objet de la demande,

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

L'EARL de la COMMANDERIE, M. FERRY Romain de ESLEY est autorisé à exploiter une surface de 68 ha 30, parcelles ZO 15, ZO 16, ZM 17, ZM 18, ZM 19, ZI 22, ZI 23, ZI 24 à MARTIGNY LES BAINS, parcelles ZA 01, ZA 02, ZD 32, ZD 33, ZD 34, ZC 05, ZC 06, ZC 160, ZC 12, ZC 13, ZC 10 à FRAIN, objet de sa demande.

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affiché au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de MARTIGNY LES BAINS et FRAIN dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,


Fabrice GUICHON



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 88220053

concernant le contrôle des structures des exploitations agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 312-1, L 331-1 à L 331-11 et R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 relatifs au contrôle des structures ;
- Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- Vu l'arrêté du 5 juillet 2019 du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, portant nomination de Madame Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1er août 2019 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2020/032 en date du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-658 du 19 novembre 2021 relatif au schéma régional des exploitations agricoles du Grand Est ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 533/2019/DDT du 24 juillet 2019 modifié et n° 84/2022/DDT du 28 avril 2022, portant composition de la section « Structures et Économie des Exploitations Agricoles » de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du département des Vosges ;

CONSIDÉRANT :

- la demande d'autorisation d'exploiter réputée complète le 15 avril 2022 présentée par l'EARL de la CHEVREUSE, M. BASTIEN Gaëtan à MAREY pour la reprise de 81 ha 30, parcelles ZK 82, ZK 83, ZL 20, ZL 21 à MARTIGNY LES BAINS, parcelles ZB 2, ZB 75, ZB 5, ZB 6, ZB 52, ZB 51, ZB 50, ZB 34 à FRAIN, parcelles ZH 33, ZH 36, ZH 38, ZI 6, ZI 11 à MORIZECOURT, parcelles ZI 2 à SEROCOURT, parcelles ZK 9, ZC 4, ZD 2, ZE 16 à FRESNOY EN BASSIGNY en vue d'un agrandissement,
- la période de publicité pour le recueil de candidatures concurrentes, par affichage en mairie du 01/05/2022 au 31/05/2022 et la diffusion sur le site internet de la préfecture du département des Vosges du 01/05/2022 au 31/05/2022.

CONSIDÉRANT :

- l'absence de concurrence concernant les parcelles listées ci-dessus pendant la période de publicité, objet de la demande,

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE :

Article 1

L'EARL de la CHEVREUSE, M. BASTIEN Gaëtan à MAREY est autorisé à exploiter une surface de 81 ha 30, parcelles ZK 82, ZK 83, ZL 20, ZL 21 à MARTIGNY LES BAINS, parcelles ZB 2, ZB 75, ZB 5, ZB 6, ZB 52, ZB 51, ZB 50, ZB 34 à FRAIN, parcelles ZH 33, ZH 36, ZH 38, ZI 6, ZI 11 à MORIZECOURT, parcelles ZI 2 à SEROCOURT, parcelles ZK 9, ZC 4, ZD 2, ZE 16 à FRESNOY EN BASSIGNY, objet de sa demande.

Article 2

Le présent arrêté ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objets de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en déposant :

- un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants ;
- un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4

Le Secrétaire Général aux affaires régionales et européennes de la préfecture de la région Grand Est, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est, et le directeur départemental des territoires des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et affiché au lieu ordinaire des actes administratifs aux mairies de MARTIGNY LES BAINS, FRAIN, MORIZECOURT, SEROCOURT et FRESNOY en BASSIGNY dès sa réception, pendant une durée d'un mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Pour la Préfète et par délégation,

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 08 22 0071

La directrice régionale
à

DURAND Guillaume
18 rue basse
08300 L'ECAILLE

LR/AR

277

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/071**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 26 avril 2022, de votre projet d'agrandissement pour une mise en valeur de 25,59 hectares, parcelles agricoles suivantes :

L'Ecaille : ZH 5-92-4-6-91- ZD 21-22-23-17-18-15-14-13-12-82-83-10-9-8- ZH 114- AB 349-408.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf-grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 Châlons-en-Champagne

29 juin 2022

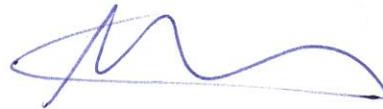
Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 17 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 316

La directrice régionale
à

ROBQUIN Pierre-Edouard
49 Rue de la Croisette
08460 THIN LE MOUTIER

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/081**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 6 mai 2022, de votre projet de mise en valeur de 3,16 hectares, parcelles agricoles suivantes : Thin-le-Moutier : ZP 27.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 19 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 08 22 0088

B25

La directrice régionale
à

BONNAIRE Gautier
1 bis rue haute de chaumont
08220 RENNEVILLE

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/088**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 12 mai 2022, de votre projet de mise en valeur de 7,78 hectares, parcelles agricoles suivantes :

Lor (02) : ZH 53- ZD 43
Nizy-le-Comte (02) : ZC 28.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf-grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf: 360

La directrice régionale
à

BLOT Franck
Lieu dit la planchette, Route de rumigny
08290 HANNAPPES

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/090**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 6 juin 2022, de votre projet d'installation au sein de l'EARL LA PLANCHETTE pour une mise en valeur de 186,77 hectares, parcelles agricoles suivantes :

Tarzy : ZK 1-16-21- ZE 5- ZK 20-3- YC 17- ZK 4-5-2- ZE 6-4-3- YC 3-4

Fligny : A 436- B 172-173-174

Bossus-les-Rumigny : ZI 54-56-57- ZK 11- ZI 41- ZH 44-46

Rumigny : YA 20- A 887

Logny-les-Aubenton (02) : ZH 5-6-55-56-57- ZE 79-80-78

Les Autels (02) : A 180-181-159-160-161-162-163-179-351-150-151-152-347

Hannappes : ZA 32-33- ZC 103-104- A 923-949- ZA 37- A 1020-1117-992- ZA 46- ZE 33-34- ZB 32-33-26- ZA 64- ZC 44-52-53-54-58-61-60-59- A 1244-1047-1042.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Doim Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tel. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 2 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 08 22 0091

La directrice régionale
à

SCEA DU PLEU
8 rue du Pleu
08220 SAINT QUENTIN LE PETIT

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/091**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 18 mai 2022, de votre projet d'agrandissement pour une mise en valeur de 77,33 hectares, parcelles agricoles suivantes :

Nizy-le-Comte (02) : ZW 20
Montloué (02) : ZV 49-50-51-52-55-60
Banogne-Recouvrance : ZS 60-61-62
Saint-Quentin-le-Petit : ZA 30-31- ZB 5.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20
<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>
Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 08 22 0109

1374

La directrice régionale
à

EARL DES MONTS
4 rue Chemy
08310 AUSSONCE

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/109**

Messieurs,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 14 juin 2022, de votre projet de mise en valeur de 26,92 hectares, parcelles agricoles suivantes :

Aussonce : ZE 13 (en partie)-14-15- ZM 32

La-Neuville-En-Tourne-A-Fuy : YP 26-28

Ménil-Lepinois : ZI 34-35.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

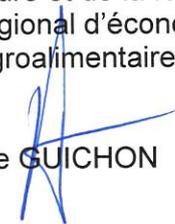
Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 375

La directrice régionale
à

GRASSER Marie
27 rue des alliés
08300 TAGNON

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 2022/116**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Ardennes, par courrier réceptionné le 17 juin 2022, de votre projet d'installation au sein de l'EARL PRES GRASSER pour une mise en valeur de 220,55 hectares, parcelles agricoles suivantes :

Gomont : ZE 57-35-48

Roizy : ZE 24

Alincourt : ZH 25

Tagnon : ZR 7- ZS 3-5- ZT 11- ZM 8- ZS 4- ZM 9- ZS 2- ZT 32-31-29-30- ZL 14-20-19-58-71-68-18-72- ZV 18-5-6- ZX 9-8- ZL 16.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Ardennes, en la personne de Mme Valérie CLEMENTE-OGER (tél. n°03 51 16 50 39) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf: *304*

La directrice régionale
à

M. Quentin BACHOT
16 route de Sens

10400 TRAINEL

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°10220103**

Monsieur,

Vous avez déposé le 26/04/2022 un dossier de demande d'autorisation d'installation sur 111.0460 ha de terres sis à Traînel, Perceneige et Thorigny-sur-Oreuse conformément à l'article L331-4-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'examen de votre demande fait apparaître que :

- vous êtes titulaire de la capacité professionnelle requise en matière de contrôle des structures,
- vous n'avez pas de revenus extra agricoles supérieurs à 3120 fois le smic horaire,
- votre installation n'excède pas le seuil de contrôle fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent

Les services de la DDT de l'Aube, en la personne de Karine Dumont 03 25 71 18 36 (ddt-seaf-bsic@aube.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.
Je vous prie d'agréer, madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef du pôle performance environnementale
et valorisation des territoires

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mét : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 320

La directrice régionale
à

Monsieur Guillaume FOY
5 impasse Saint-Martin

10230 MAILLY LE CAMP

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°10220109**

Monsieur,

Vous avez déposé le 29/04/2022 un dossier de demande d'autorisation d'installation sur 190.4445 ha de terres sis à Salon, Semoine et Gourgauçon conformément à l'article L331-4-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'examen de votre demande fait apparaître que :

- vous êtes titulaire de la capacité professionnelle requise en matière de contrôle des structures,
- vous vous installez dans une société par reprise de parts sociales sans apport de foncier,
- vous n'avez pas de revenus extra agricoles supérieurs à 3120 fois le smic horaire,

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

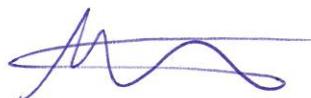
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de l'Aube, en la personne de Karine Dumont 03 25 71 18 36 (ddt-seaf-bsic@aubegouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.
Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef du pôle performance environnementale
et valorisation des territoires

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : *321*

La directrice régionale
à

Monsieur LAFFILLÉ Mickaël

02140 FONTAINE LES VERVINS

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°10220113**

Monsieur,

Vous avez déposé le 06/05/2022 un dossier de demande d'autorisation d'installation sur 3.4000 ha de terres sis à Charmont-sous-Barbuise conformément à l'article L331-4-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'examen de votre demande fait apparaître que :

- vous êtes titulaire de la capacité professionnelle requise en matière de contrôle des structures,
- votre installation n'excède pas le seuil de contrôle fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles.
- vous n'avez pas de revenus extra agricoles supérieurs à 3120 fois le smic horaire,

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

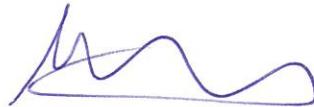
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de l'Aube, en la personne de Karine Dumont 03 25 71 18 36 (ddt-seaf-bsic@aubes.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.
Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef du pôle performance environnementale
et valorisation des territoires

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 355

La directrice régionale
à
EARL LACAILLE
Madame Sophie DUPONT
Ferme de Pied Sec
10110 POLISOT

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°10220118**

Madame,

Vous avez déposé le 06/05/2022 un dossier de demande d'autorisation d'installation sur 115 ha de terres sis à Bar-sur-Seine, Bourguignons, Courtenot, Polisot conformément à l'article L331-4-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'examen de votre demande fait apparaître que :

- vous êtes titulaire de la capacité professionnelle requise en matière de contrôle des structures,
- votre installation dans la société sans apport de surface n'excède pas le seuil de contrôle fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles.
- vous n'avez pas de revenus extra agricoles supérieurs à 3120 fois le smic horaire,

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20
<http://draaf-grand-est.agriculture.gouv.fr/>
Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de l'Aube, en la personne de Karine Dumont 03 25 71 18 36 (ddt-seaf-bsic@aube.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef du pôle performance environnementale
et valorisation des territoires

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16/05/22

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 039 1306

La directrice régionale
à
Thierry GALLOIS
19 rue des Lacs
51500 CHAMERY

LR/AR

**Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n° 51 22 039**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 28/01/2022.

Votre demande concerne votre agrandissement sur :
- 1ha 64a 80ca de vignes
situées sur la (les) commune(s) de CHAMERY (51).

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

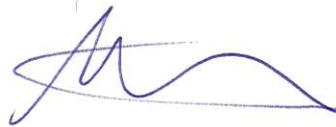
- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;

- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16/05/22

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 51 22 048

1305

La directrice régionale
à GALLOIS Guillaume
SCEV LA BARE

16 rue Arthur Rimbaud
51350 CORMONTREUIL

LR/AR

**Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n° 51 22 048**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 02/02/2022.

Votre demande concerne votre entrée avec apport de surface (0,2070 ha de vignes) en tant qu'associé-exploitant au sein de la SCEV LABARE qui met en valeur :
- 2ha 74a 98ca de vignes
situées sur la (les) commune(s) de BERGERES-LES-VERTUS (51) ; VERTUS (51).

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16/05/22

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 087

La directrice régionale
à CABARET Arthur

14 rue des Remparts
51490 SAINT HILAIRE LE PETIT

LR/AR

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n° 51 22 087

Monsieur

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 04/03/2022.

Votre demande concerne votre entrée sans apport de surface en tant qu'associé exploitant au sein de l'EARL CABARET qui met en valeur :

- 84ha 44a 55ca de terres

situées sur la (les) commune(s) de ST HILAIRE LE PETIT (51) ; AUBERIVE (51) ; BETHENVILLE (51) ; DONTRIEN (51).

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf-grand-est.agriculture.gouv.fr/>

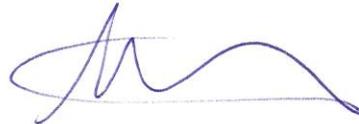
Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'M' followed by a wavy line.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16/05/22

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 51 22 094 *1308*

La directrice régionale
à VATEL Maxime
6 impasse Leblond
51160 AY CHAMPAGNE

LR/AR

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures

Dossier n° 51 22 094

Monsieur

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 09/03/2022.

Votre demande concerne votre installation à titre individuel sur :

- 1ha 59a 84ca de vignes

situées sur la (les) commune(s) de AMBONNAY (51) ; BOUZY (51) ; VAL DE LIVRE (51)

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized initial 'M' followed by a long, sweeping horizontal stroke that ends in a small hook.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 05/05/22

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 0101

La directrice régionale
à

GUILLAUME Méryl
5 rue Désiré Sarazin
51110 AUMENANCOURT

LR/AR

272

**Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n° 51 22 0101**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 14/03/2022.

Votre demande concerne votre entrée sans apport de surface en tant qu'associé-exploitant au sein de l'EARL SHIVARY qui met en valeur :

**- 00ha 90a 86ca de vignes
situées sur la (les) commune(s) de CERNAY-LES-REIMS (51).**

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

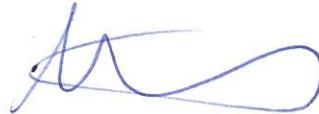
Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long horizontal stroke that loops back to the left.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 0112

La directrice régionale
à

COUTELAS Séverine

13 rue des Vignes

51700 VILLERS SOUS CHATILLON

LR/AR

274

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures

Dossier n° 51 22 0112

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 21/03/2022.

Votre demande concerne votre entrée sans apport de surface en tant qu'associé-exploitant au sein de l'EARL DAVID COUTELAS qui met en valeur :

- 07ha 21a 75ca de vignes

situées sur la (les) commune(s) de VILLERS SOUS CHATILLON (51), VANVAULT LE CHATEL (51), CHATILLON SUR MARNE (51), BINSON ET ORQUIGNY (51), CHAMBRECY (51), REUIL (51), TROISSY (51), AMBONNAY (51), BOUZY (51), MAREUIL LE PORT (51).

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

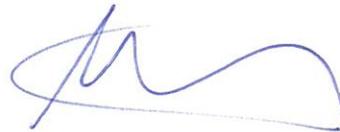
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 0123

La directrice régionale
à

SCEA du Jardinot
GORGE Thomas et HAUTAVOINE Jérôme
16 route du Mesnil
51110 WARMERIVILLE

LR/AR

275

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n° 51 22 0123

Messieurs,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 30/03/2022.

Votre demande concerne votre agrandissement sur :
- 24ha 86a 80ca de terres
situées sur la (les) commune(s) de ISLES SUR SUIPPES (51).

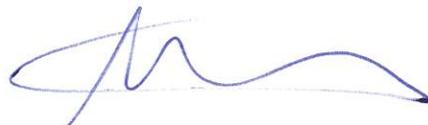
Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 51 22 0163

La directrice régionale
à

VAUTRAIN Alexandre
5 rue Saint Vincent
51480 VENTEUIL

LR/AR 276

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures

Dossier n° 51 22 0163

Monsieur

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-2 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Marne, réceptionné le 20/04/2022.

Votre demande concerne votre entrée sans apport de surface en tant qu'associé-exploitant au sein de la SCEV VAUTRAIN-PAULET qui met en valeur :

**- 11ha 05a 90 ca de vignes
situées sur la (les) commune(s) de DIZY (51) ; AY (51) ; HAUTVILLERS (51).**

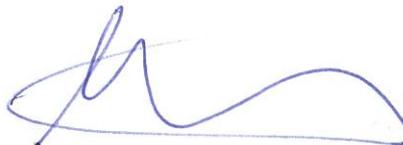
Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre/vos exploitation(s) après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3 120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance / vous êtes engagés dans un dispositif d'installation progressive, au sens de l'article L330.2 ;

Les services de la DDT de la Marne, (mail : ddt-cds@marne.gouv.fr / tel : 03.26.70.81.44) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
L'adjoint au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' followed by a long horizontal stroke that curves upwards at the end.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16/05/2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 309

La directrice régionale
à
Madame PRAT Yvette
5 rue des Plancons

52190 CHATOILLENOT

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°52220045**

Monsieur le gérant ,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Marne, par courrier réceptionné le **04 mai 2022** de votre projet de mise en valeur de **173,3973 ha** sur la commune de :

Val d'Esnoms :

➤ (parcelles 117 ZD 09, ZD 61, 117 ZB 54, 117 ZB 55, 117 ZC 93, 117 ZD 08, 117 ZE 28, ZB 08, YB 13, 117 ZD 26, 117 ZD 28, 117 ZD 29, 117 ZB 37, ZD 60, 117 ZC 102, 117 ZB 63, 117 ZB 66, 117 ZE 29, 117 ZE 30, 117 ZE 80, ZH 20, ZB 06, 117 ZB 62, 117 ZE 54, ZH 18, 117 ZE 78, 117 ZE 31, 117 ZE 37, 117 ZE 52, 117 ZE 53, ZD 62, 117 ZB 31, 117 ZB 61, 117 ZD 07, 117 ZD 25, ZB 07 et 117 ZE 41),

Le Montsaigeonnais :

➤ (parcelles 509 ZT 02, 509 ZT 05, ZM 69, 509 ZH 20, 509 ZE 06, 509 ZH 03, 509 ZH 15, 509 ZH 19, 509 ZI 20, 509 ZR 12, 509 ZR 33, 509 ZR 34, 509 ZT 02, 509 ZI 19, 509 ZR 10, 509 ZR 08, 509 ZH 17, 509 ZH 02, 509 ZR 03, 509 ZR 04, 509 ZR 32, 509 ZT 03, 509 ZS 10 et 509 ZH 16),

Rivières Les Fosses :

➤ (parcelles ZA 12, ZA 13 et ZA 11),

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

St Broingt Les Fosses :

- (parcelles ZN 59 et ZN 58),

Vaux Sous Aubigny :

- (parcelles ZI 03, ZT 02, ZT 05 et ZR 14),

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

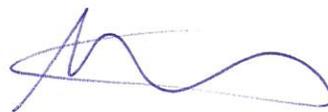
La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de Haute-Marne, en la personne de Mme Karine Sauer-Guyot (karine.sauer-guyot@haute-marne.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15/06/2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 359

La directrice régionale

à

Madame MARTENOT Emily

28 rue Riannot

52360 NEUILLY L'ÉVÊQUE

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°52220062**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Marne, par courrier réceptionné le **30/05/2022** de votre projet de mise en valeur de **13,2350 ha** sur la commune de :

Neuilly l'Évêque :

- (parcelles ZC 14, ZC 15 et ZC 16)

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de Haute-Marne, en la personne de Mme Karine Sauer-Guyot (karine.sauer-guyot@haute-marne.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole et
de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 34A

La directrice régionale
à
Messieurs CHARPENTIER Guillaume et
Bruno
SCEA DE MAIRY
1 chemin voye de Mairy
54960 MERCY LE BAS

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 54-22-0027**

Messieurs,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle (DDT), par courrier réceptionné le 01 mars 2022, de votre projet de mise en valeur des parcelles agricoles suivantes : **ZD 006-046** d'une surface de 0 ha 62 a 16 ca sur la commune de **BASLIEUX-54620**, **ZA 001 – ZD 008-014-019-020-021-074** d'une surface de 14 ha 26 a 00 ca sur la commune de **BOISMONT-54620**, **ZB 001 – ZD 011-032-033-052 – ZE 015-018-019-050-057-060-070(partie) – ZH 035 – ZI 024-043-044-045-046-065-077-084** d'une surface de 50 ha 22 a 21 ca sur la commune de **MERCY LE BAS-54960**, **YA 006** d'une surface de 1 ha 76 a 95 ca sur la commune de **PIERREPONT-54620**, **B 149-151-152 – ZC 027-028** d'une surface de 3 ha 96 a 68 ca sur la commune de **SAINT SUPPLET-54620** et **ZA 001 – ZC 048** d'une surface de 16 ha 07 a 30 ca sur la commune de **XIVRY CIR COURT-54490**.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre

exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de la Meurthe-et-Moselle, en la personne de Mme Clémentine PAYEN (tél. : 03.83.91.40.77 – mail : clementine.payen@meurthe-et-moselle.gouv.fr) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional
d'économie agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 376

La directrice régionale

à

Monsieur Madame FORDOXEL Catherine et
Jean

GAEC DU PRE AUTY

3 rue de la Tuilerie

54720 CUTRY

LR/AR

Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures

Dossier n° 54-22-0061

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, article L.331-1 et suivant du code rural et de la pêche maritime, vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle (DDT), service instructeur, une demande d'autorisation préalable d'exploiter des terres réceptionnée le 03 mai 2022 et complète le 17 mai 2022.

Votre demande concerne l'agrandissement de l'exploitation sociétaire GAEC DU PRE AUTY, d'une superficie de **18 ha 46 a 80 ca** de terres situées sur les communes de **CHENIERES-54720** (parcelles ZB 049-233), **CUTRY-54720** (parcelles AC 018 – ZB 030-066 – ZE 011-047-082) et **REHON-54430** (parcelle AL 158) et exploitées par la SCEA FERNEIL – ANDRE Henri – 16 rue de Solmon à CUTRY-54720.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à demande d'autorisation d'exploiter prévus à l'article L 312 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- La surface totale de votre exploitation après l'opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- L'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil,
- L'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement,
- Vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle,
- Vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance

Les services de la DDT de Meurthe-et-Moselle, en la personne de Mme Clémentine PAYEN (tél. : 03.83.91.40.77 – mail : clementine.payen@meurthe-et-moselle.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

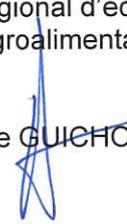
Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 – 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard – 4 Rue Dom Pierre Pérignon – 51000 - Châlons-en-Champagne

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 17 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 313

La directrice régionale
à

Monsieur BIGEARD Vincent
7 Rue Gabriel Bousselin
55300 BOUCONVILLE SUR MADT

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 55 22 0061**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires de la Meuse, par courrier réceptionné le 23/03/2022, de votre projet de mise en valeur des parcelles agricoles suivantes : ZA12-41 à RAMBUCOURT (21,6560 ha).

Votre demande est dans le cadre de votre installation individuelle.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

.../...

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Doni Piene Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

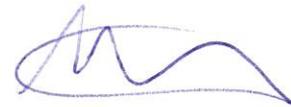
Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de la Meuse, en la personne de Madame BESTEL Nathalie (mail : nathalie.bestel@meuse.gouv.fr / tél. : 03 29 79 92 33) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15/06/2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 357

La directrice régionale
à
Monsieur SANTANTONIO Anaël
1 Rue Basse
55200 BONCOURT SUR MEUSE

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 55220062**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires de la Meuse, par courrier réceptionné le 22/03/2022, de votre projet de mise en valeur des parcelles agricoles suivantes : ZA11 à COMMERCY (0,2310 ha), ZD12 à EUVILLE (3,5200 ha) et ZI111-112-113p à VIGNOT (2,2500 ha).

Votre demande est dans le cadre de votre installation individuelle, avec capacité professionnelle.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

.../...

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT de la Meuse, en la personne de Madame BESTEL Nathalie (mail : nathalie.bestel@meuse.gouv.fr / tél. : 03 29 79 92 33) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON





**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf :

377

La directrice régionale
à

**M. STEINMETZ Dylan
23a rue principale
67490 LUPSTEIN**

LR/AR

**Objet : Régime applicable dans le cadre du contrôle des structures
Dossier n°67210050**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, **vous avez déposé un dossier concurrent de demande d'autorisation d'exploiter** au titre du contrôle des structures auprès de la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, réceptionné le 29 novembre 2021 sur les parcelles en annexe.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée n'est pas soumise à autorisation d'exploiter prévus à l'article L331-2 du code rural et de la pêche maritime aux motifs suivants :

- la surface totale de votre exploitation après opération est inférieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de supprimer une exploitation supérieure au seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou de la ramener en deçà de ce seuil ;
- l'opération n'a pas pour conséquence de priver une exploitation d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement ;
- vous n'êtes pas pluriactif ou vous êtes pluriactif mais vos revenus extra-agricoles n'excèdent pas 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance ;
- vous remplissez les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle ;
- les parcelles, objet de la demande, se situent à moins de 25 km de votre siège d'exploitation.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pégnon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion éventuelle d'un bail à ferme.

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON



LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Numéro de dossier | Demandeur | Commune | Référence cadastrale | Surface en hectares | Nom du propriétaire | |
|-------------------|-----------------|---------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|--|
| 67210050 | STEINMETZ Dylan | LUPSTEIN | section 55 parcelle 171 | 1,3553 | DEBES Gilbert | |
| | | Total LUPSTEIN | | | 1,3553 | |
| | | SCHERLENHEIM | section 11 parcelle 90 | 1,6382 | DEBES Gilbert | |
| | | | section 11 parcelle 120 | 2,298 | | |
| | | | section 11 parcelle 158 | 0,3768 | | |
| | | | section 11 parcelle 159 | 0,3265 | | |
| | | | section 11 parcelle 113 | 0,3131 | | |
| | | | section 11 parcelle 114 | 1,2144 | | |
| | | | section 12 parcelle 30 | 0,9878 | | |
| | | | section 12 parcelle 43 | 3,048 | | |
| | | section 12 parcelle 103 | 2,2258 | | | |
| | | Total SCHERLENHEIM | | | 12,4286 | |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 319

La directrice régionale
à

EARLANGSTHELM
M. ANGSTHELM Bastien
2 rue du fossé
67880 KRAUTERGERSHEIM

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220106**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE



LISTE DES PARCELLES DEMANDÉES :

| Commune | Référence cadastrale | | | Superficie en ha | |
|-----------------|----------------------|----|----------|------------------|----------------|
| | section | | | | |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 38 | 0,3401 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 42 | parcelle | 20 | 0,3542 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 29 | parcelle | 86 | 0,6628 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 29 | parcelle | 87 | 0,0375 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 29 | parcelle | 88 | 0,0996 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 29 | parcelle | 89 | 0,0871 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 70 | 0,064 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 71 | 0,2937 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 72 | 0,1947 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 39 | parcelle | 137 | 0,4455 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 39 | parcelle | 122 | 0,1403 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 41 | parcelle | 84 | 0,7 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 42 | parcelle | 21 | 1,4 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 41 | parcelle | 103 | 0,0375 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 41 | parcelle | 102 | 1,4817 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 74 | 1,8343 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 41 | parcelle | 104 | 0,4036 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 40 | parcelle | 73 | 0,9459 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 39 | parcelle | 114 | 2,2608 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 42 | parcelle | 17 | 0,1237 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 42 | parcelle | 18 | 0,4068 |
| BISCHOFFSHEIM | section | 42 | parcelle | 19 | 2,2156 |
| | Total | | | | 14,5294 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 119 | 0,1443 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 120 | 0,288 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 118 | 1,2691 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 111 | 1,5989 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 128 | 0,1815 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 129 | 0,1711 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 114 | 0,8925 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 115 | 0,4542 |
| INNENHEIM | section | 54 | parcelle | 215 | 1,5729 |
| INNENHEIM | section | 55 | parcelle | 102 | 0,39 |
| INNENHEIM | section | 55 | parcelle | 103 | 0,1737 |
| INNENHEIM | section | 55 | parcelle | 101 | 0,1766 |
| INNENHEIM | section | 51 | parcelle | 19 | 0,6684 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 116 | 0,7779 |
| INNENHEIM | section | 56 | parcelle | 117 | 0,0407 |
| | Total | | | | 8,7998 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 61 | 1,175 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 62 | parcelle | 536 | 1,69 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 84 | 0,3352 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 85 | 0,1665 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 58 | 0,4897 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 59 | 0,8594 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 60 | 1,8923 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 139 | 3,6579 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 34 | 0,1023 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 35 | 0,1 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 88 | 0,3302 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 20 | 0,38 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 68 | 0,2111 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 69 | 0,1058 |

| | | | | | |
|-----------------|---------|----|----------|-----|--------|
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 123 | 0,2006 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 82 | 0,3011 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 67 | 0,7022 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 36 | 0,4866 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 129 | 0,22 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 59 | parcelle | 162 | 0,0739 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 56 | parcelle | 112 | 0,0557 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 56 | parcelle | 113 | 0,068 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 111 | 0,1021 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 112 | 0,3079 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 28 | parcelle | 142 | 0,0978 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 59 | parcelle | 168 | 0,0448 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 59 | parcelle | 169 | 0,0441 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 32 | 0,1228 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 33 | 0,5211 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 34 | 0,32 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 37 | 1,6966 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 137 | 2,7406 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 138 | 0,0728 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 139 | 0,0522 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 36 | 0,3279 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 90 | 0,6222 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 16 | 0,95 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 65 | parcelle | 17 | 0,8 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 172 | 1,6877 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 171 | 1,829 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 67 | 0,85 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 68 | 0,7 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 89 | 1,283 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 5 | 1,2 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 6 | 1,2 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 7 | 1,2 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 8 | 3,6 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 83 | 0,7204 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 170 | 0,2459 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 66 | 0,0735 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 64 | parcelle | 63 | 0,0427 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 59 | 0,9422 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 60 | 0,09 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 61 | 0,15 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 60 | parcelle | 62 | 0,14 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 21 | parcelle | 71 | 1,1182 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 21 | parcelle | 107 | 0,1163 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 21 | parcelle | 108 | 1,0018 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 140 | 3,6579 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 150 | 0,0392 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 160 | 3,5932 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 161 | 0,0398 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 162 | 0,0167 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 163 | 0,0052 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 164 | 0,003 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 165 | 0,3951 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 166 | 0,1546 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 20 | parcelle | 167 | 3,0689 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 159 | 0,6819 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 160 | 0,6031 |

| | | | | | |
|-----------------|--------------|----|----------|-----|----------------|
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 256 | 1,0764 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 66 | parcelle | 259 | 1,255 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 59 | parcelle | 166 | 0,1054 |
| KRAUTERGERSHEIM | section | 59 | parcelle | 167 | 0,0616 |
| | Total | | | | 55,3741 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 354 | 0,1172 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 355 | 0,0303 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 371 | 0,56 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 448 | 0,1709 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 449 | 0,6502 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 358 | 0,1363 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 436 | 0,18 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 437 | 0,5556 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 432 | 0,1806 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 433 | 0,3794 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 464 | 0,18 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 260 | 0,12 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 434 | 0,0926 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 435 | 0,2874 |
| MEISTRATZHEIM | section | 99 | parcelle | 48 | 0,1859 |
| MEISTRATZHEIM | section | 99 | parcelle | 49 | 0,2648 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 285 | 0,2611 |
| MEISTRATZHEIM | section | 16 | parcelle | 286 | 0,04 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 440 | 0,0402 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 441 | 0,1398 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 442 | 0,0823 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 443 | 0,2777 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 444 | 0,064 |
| MEISTRATZHEIM | section | 18 | parcelle | 445 | 0,2255 |
| | Total | | | | 5,2218 |
| NIEDERNAI | section | 67 | parcelle | 5 | 0,475 |
| NIEDERNAI | section | 69 | parcelle | 79 | 0,6989 |
| NIEDERNAI | section | 72 | parcelle | 119 | 0,8186 |
| NIEDERNAI | section | 72 | parcelle | 120 | 0,94 |
| NIEDERNAI | section | 74 | parcelle | 100 | 0,3364 |
| NIEDERNAI | section | 74 | parcelle | 99 | 0,6156 |
| NIEDERNAI | section | 75 | parcelle | 72 | 0,6699 |
| NIEDERNAI | section | 75 | parcelle | 73 | 0,6742 |
| NIEDERNAI | section | 72 | parcelle | 140 | 0,8 |
| NIEDERNAI | section | 72 | parcelle | 141 | 0,0666 |
| NIEDERNAI | section | 72 | parcelle | 142 | 1,861 |
| NIEDERNAI | section | 67 | parcelle | 4 | 0,65 |
| | Total | | | | 8,6062 |
| OBERNAI | section | ZC | parcelle | 52 | 0,9552 |
| OBERNAI | section | ZC | parcelle | 53 | 1,0522 |
| OBERNAI | section | ZC | parcelle | 54 | 0,8151 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 24 | 1,2779 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 28 | 0,2278 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 29 | 0,3612 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 30 | 2,5861 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 80 | 0,3315 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 25 | 0,7536 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 26 | 2,8323 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 27 | 0,1797 |
| OBERNAI | section | ZC | parcelle | 51 | 0,5873 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 31 | 0,6898 |

| | | | | | |
|--------------|---------|----|----------|-----|-----------------|
| OBERNAI | section | ZB | parcelle | 38 | 0,2898 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 23 | 1,146 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 186 | 2,4285 |
| OBERNAI | section | ZD | parcelle | 32 | 1,429 |
| OBERNAI | section | 80 | parcelle | 126 | 0,1355 |
| OBERNAI | section | 80 | parcelle | 11 | 0,27 |
| OBERNAI | section | 80 | parcelle | 12 | 0,501 |
| OBERNAI | section | 80 | parcelle | 13 | 0,2837 |
| Total | | | | | 19,1332 |
| Total | | | | | 204,1958 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf :

317

La directrice régionale
à

SCEA Le Clos de la Sarre -WITTMANN
M. WITTMANN Daniel
79 rue principale
67260 DIEDENDORF

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220108**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

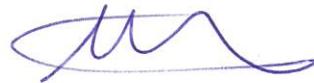
Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE



LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Commune | Référence cadastrale | | | | Superficie en ha. |
|------------|----------------------|---|----------|-----|-------------------|
| | section | | parcelle | | |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 14 | 1,1324 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 18 | 0,7722 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 20 | 3,896 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 25 | 0,2195 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 19 | 0,243 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 24 | 0,1705 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 25 | 0,2195 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 19 | 0,243 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 24 | 0,1705 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 130 | 0,31 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 131 | 2,1325 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 129 | 0,3 |
| DIEDENDORF | section | 1 | parcelle | 125 | 0,5912 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 124 | 0,5589 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 126 | 0,0756 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 127 | 0,7762 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 128 | 0,51 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 113 | 0,5852 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 112 | 1,6275 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 103 | 0,19 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 104 | 0,3822 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 105 | 0,9814 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 102 | 0,9151 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 67 | 0,8322 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 68 | 0,3596 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 109 | 0,9169 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 47 | 0,5001 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 48 | 0,493 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 49 | 0,8047 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 50 | 0,7702 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 87 | 1,02 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 80 | 0,5155 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 79 | 1,7155 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 151 | 2,5 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 65 | 2,6634 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 47 | 0,8525 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 48 | 0,1 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 49 | 1,8297 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 50 | 0,2199 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 51 | 0,7415 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 93 | 3,9211 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 96 | 0,7397 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 97 | 1,7858 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 98 | 2,2749 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 94 | 0,7889 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 95 | 0,386 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 110 | 1,3421 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 111 | 1,6378 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 82 | 0,3197 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 87 | 0,35 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 84 | 0,177 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 85 | 0,7916 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 86 | 0,6563 |

| | | | | | |
|----------------------------|---------|---|----------|-----|-----------------|
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 42 | 1,344 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 36 | 0,6 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 37 | 0,3872 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 41 | 2,5102 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 40 | 0,1803 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 38 | 0,2204 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 39 | 0,085 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 34 | 4,322 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 35 | 0,7939 |
| DIEDENDORF | section | 8 | parcelle | 23 | 1,62 |
| DIEDENDORF | section | 8 | parcelle | 24 | 1,28 |
| DIEDENDORF | section | 8 | parcelle | 11 | 0,75 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 8 | 1,8151 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 103 | 0,2404 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 105 | 0,09 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 104 | 0,35 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 106 | 0,065 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 108 | 0,06 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 107 | 1,7022 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 109 | 0,8852 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 72 | 0,1154 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 73 | 2,0932 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 133 | 0,7021 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 165 | 2,7644 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 16 | 2,8 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 119 | 0,5129 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 33 | 1,4137 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 27 | 2,8226 |
| DIEDENDORF | section | 6 | parcelle | 38 | 1,8294 |
| DIEDENDORF | section | 5 | parcelle | 92 | 1,6596 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 27 | 2,1088 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 29 | 2,3829 |
| DIEDENDORF | section | 7 | parcelle | 28 | 0,0859 |
| DIEDENDORF | section | 8 | parcelle | 138 | 0,1528 |
| DIEDENDORF | section | 8 | parcelle | 139 | 0,1611 |
| Total DIEDENDORF | | | | | 89,9137 |
| NIEDERSTINZEL | section | 2 | parcelle | 79 | 0,3737 |
| NIEDERSTINZEL | section | 2 | parcelle | 80 | 1,0255 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 191 | 0,0583 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 192 | 3,9746 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 21 | 2,3859 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 185 | 0,1469 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 186 | 0,1366 |
| NIEDERSTINZEL | section | 2 | parcelle | 88 | 0,2521 |
| NIEDERSTINZEL | section | 2 | parcelle | 89 | 0,8585 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 31 | 1,0234 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 28 | 0,5183 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 32 | 0,3753 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 33 | 0,63 |
| NIEDERSTINZEL | section | 7 | parcelle | 30 | 3,1799 |
| Total NIEDERSTINZEL | | | | | 14,939 |
| SARREWERDEN | section | A | parcelle | 61A | 0,3858 |
| Total SARREWERDEN | | | | | 0,3858 |
| Total | | | | | 105,2385 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 18 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf: 318

La directrice régionale
à

EARL BURMATT
1 rue du cimetière
67320 ASSWILLER

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220109**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 -- 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE



LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Commune | Référence cadastrale | | | Superficie en ha | |
|-----------|----------------------|----|----------|------------------|--------|
| | section | | parcelle | | |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 108 | 0,4599 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 237 | 0,0745 |
| ASSWILLER | section | 3 | parcelle | 158 | 0,0764 |
| ASSWILLER | section | 4 | parcelle | 48 | 0,4371 |
| ASSWILLER | section | 1 | parcelle | 45 | 0,0414 |
| ASSWILLER | section | 1 | parcelle | 46 | 0,0696 |
| ASSWILLER | section | 1 | parcelle | 47 | 0,0582 |
| ASSWILLER | section | 1 | parcelle | 216 | 0,2228 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 32 | 0,1408 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 33 | 0,2762 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 34 | 0,1006 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 56 | 0,1089 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 57 | 0,3029 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 62 | 0,2348 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 105 | 0,2624 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 63 | 1,2003 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 64 | 1,5416 |
| ASSWILLER | section | 3 | parcelle | 157 | 0,9236 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 78 | 0,7 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 107 | 0,5109 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 106 | 3,162 |
| ASSWILLER | section | 4 | parcelle | 84 | 1,8935 |
| ASSWILLER | section | 4 | parcelle | 82 | 1,4598 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 29 | 0,5427 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 30 | 0,2612 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 31 | 0,1403 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 65 | 1,4771 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 66 | 0,5764 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 67 | 0,1501 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 68 | 0,6976 |
| ASSWILLER | section | 2 | parcelle | 206 | 0,4081 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 178 | 0,1178 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 64 | 0,3661 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 90 | 0,7633 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 116 | 0,7363 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 179 | 0,1427 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 180 | 0,1105 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 181 | 0,6756 |
| BERG | section | 25 | parcelle | 182 | 0,1225 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 146 | 1,3363 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 91 | 0,1446 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 115 | 0,2385 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 116 | 0,3381 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 119 | 0,6242 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 147 | 0,1135 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 88 | 0,8689 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 105 | 0,7119 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 106 | 0,2873 |
| BERG | section | 2 | parcelle | 154 | 0,0849 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 117 | 0,4762 |
| BERG | section | 26 | parcelle | 118 | 0,5891 |
| DURSTEL | section | 6 | parcelle | 14 | 0,8486 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 144 | 0,4925 |

| | | | | | |
|--------------|---------|----|----------|-----|----------------|
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 145 | 0,5443 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 146 | 0,0024 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 147 | 0,0042 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 148 | 0,5937 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 149 | 0,146 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 150 | 0,7301 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 151 | 0,5181 |
| DURSTEL | section | 4 | parcelle | 152 | 0,0109 |
| DURSTEL | section | 5 | parcelle | 137 | 0,3183 |
| DURSTEL | section | AA | parcelle | 63 | 0,2228 |
| DURSTEL | section | 5 | parcelle | 127 | 0,5589 |
| DURSTEL | section | 5 | parcelle | 128 | 0,7626 |
| DURSTEL | section | AA | parcelle | 62 | 0,2017 |
| DURSTEL | section | 5 | parcelle | 87 | 0,3171 |
| DURSTEL | section | 5 | parcelle | 136 | 0,8244 |
| DURSTEL | section | AA | parcelle | 60 | 0,1928 |
| DURSTEL | section | AA | parcelle | 61 | 0,2013 |
| DURSTEL | section | AA | parcelle | 65 | 0,1071 |
| OTTWILLER | section | 14 | parcelle | 49 | 0,0992 |
| OTTWILLER | section | 14 | parcelle | 50 | 0,5506 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 137 | 0,0828 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 139 | 0,4048 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 140 | 0,2066 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 146 | 0,825 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 148 | 0,0705 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 154 | 2,4755 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 155 | 0,4625 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 149 | 0,1931 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 150 | 1,662 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 143 | 0,424 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 145 | 0,7999 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 151 | 1,0356 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 152 | 0,1737 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 153 | 0,1686 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 220 | 3,5166 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 221 | 0,9303 |
| STRUTH | section | 4 | parcelle | 222 | 0,3195 |
| Total | | | | | 49,3586 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf :

La directrice régionale
à

Mme STEGLE Eva
APILOU
Ecluse 65
67390 MARCKOLSHEIM

LR/AR

278

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220110**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

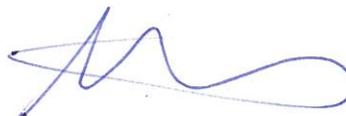
La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and curves, positioned above the name Héloïse MAISONNAVE.

Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf : 358

La directrice régionale

à

Mme BURCKBUCHLER/WUST Christelle

12 rue du bois

67160 SALMBACH

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220115**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'FG', written over the printed name 'Fabrice GUICHON'.

LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Commune | Référence cadastrale | | | Superficie en ha | |
|--------------------------|----------------------|-----|----------|------------------|--------|
| SALMBACH | section | 28 | parcelle | 41 | 0,1312 |
| SALMBACH | section | 29 | parcelle | 32 | 0,7217 |
| Total SALMBACH | | | | 0,8529 | |
| SCHLEITHAL | section | 44 | parcelle | 160 | 0,5342 |
| SCHLEITHAL | section | 46 | parcelle | 129 | 1,061 |
| SCHLEITHAL | section | 42 | parcelle | 98 | 1,1476 |
| SCHLEITHAL | section | 44 | parcelle | 123 | 0,9705 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 84 | 0,48 |
| SCHLEITHAL | section | 41 | parcelle | 113 | 1,1198 |
| SCHLEITHAL | section | 41 | parcelle | 114 | 0,3997 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 201 | 0,0759 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 202 | 0,2125 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 1 | 0,5977 |
| SCHLEITHAL | section | 41 | parcelle | 109 | 0,1893 |
| SCHLEITHAL | section | 41 | parcelle | 227/110 | 0,385 |
| SCHLEITHAL | section | 41 | parcelle | 228/110 | 0,1257 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 178 | 0,3 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 179 | 0,35 |
| SCHLEITHAL | section | 40 | parcelle | 180 | 0,3676 |
| SCHLEITHAL | section | 410 | parcelle | 108 | 0,23 |
| SCHLEITHAL | section | 400 | parcelle | 203 | 0,0821 |
| Total SCHLEITHAL | | | | 8,6286 | |
| SEEBACH | section | 12 | parcelle | 46 | 0,1939 |
| SEEBACH | section | 12 | parcelle | 47 | 0,2022 |
| SEEBACH | section | 12 | parcelle | 48 | 0,0722 |
| SEEBACH | section | 12 | parcelle | 228/48 | 0,1514 |
| Total SEEBACH | | | | 0,6197 | |
| SIEGEN | section | 31 | parcelle | 30 | 0,8899 |
| SIEGEN | section | 31 | parcelle | 31 | 0,5684 |
| Total SIEGEN | | | | 1,4583 | |
| WISSEMBOURG | section | 7 | parcelle | 123 | 0,5834 |
| WISSEMBOURG | section | 7 | parcelle | 124 | 0,1069 |
| Total WISSEMBOURG | | | | 0,6903 | |
| Total | | | | 12,2498 | |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 16 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 310

La directrice régionale
à
M. MOENCH Arnaud
4 impasse des jardins
67140 STOTZHEIM

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220124**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Héloïse MAISONNAVE



LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Commune | Référence cadastrale | | | | Superficie en ha |
|----------------|----------------------|----|----------|-----|------------------|
| BERNARDSWILLER | section | 59 | parcelle | 30 | 0,3812 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 18 | 0,1249 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 19 | 0,0801 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 20 | 0,0791 |
| BERNARDSWILLER | section | 14 | parcelle | 15 | 0,0403 |
| BERNARDSWILLER | section | 14 | parcelle | 115 | 0,0963 |
| BERNARDSWILLER | section | 14 | parcelle | 17 | 0,0372 |
| BERNARDSWILLER | section | 16 | parcelle | 44 | 0,0314 |
| BERNARDSWILLER | section | 16 | parcelle | 45 | 0,0395 |
| BERNARDSWILLER | section | 16 | parcelle | 43 | 0,0106 |
| BERNARDSWILLER | section | 16 | parcelle | 116 | 0,0757 |
| BERNARDSWILLER | section | 39 | parcelle | 49 | 0,0629 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 1 | 0,0476 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 2 | 0,0489 |
| BERNARDSWILLER | section | 58 | parcelle | 3 | 0,0825 |
| | Total | | | | 1,2382 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 323 | 0,0662 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 324 | 0,0344 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 325 | 0,0357 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 326 | 0,016 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 327 | 0,0756 |
| BERNARDVILLE | section | 4 | parcelle | 328 | 0,034 |
| | Total | | | | 0,2619 |
| EFIG | section | 33 | parcelle | 227 | 0,1432 |
| EFIG | section | 52 | parcelle | 119 | 0,6733 |
| EFIG | section | 33 | parcelle | 245 | 0,0775 |
| | Total | | | | 0,894 |
| GOXWILLER | section | 18 | parcelle | 87 | 2,25 |
| GOXWILLER | section | 18 | parcelle | 88 | 2,33 |
| | Total | | | | 4,58 |
| MITTELBERGHEIM | section | 7 | parcelle | 563 | 0,0227 |
| MITTELBERGHEIM | section | 7 | parcelle | 564 | 0,0304 |
| MITTELBERGHEIM | section | 7 | parcelle | 565 | 0,1105 |
| MITTELBERGHEIM | section | 16 | parcelle | 162 | 0,0901 |
| MITTELBERGHEIM | section | 6 | parcelle | 468 | 0,0853 |
| MITTELBERGHEIM | section | 6 | parcelle | 465 | 0,0489 |
| MITTELBERGHEIM | section | 6 | parcelle | 466 | 0,0767 |
| MITTELBERGHEIM | section | 6 | parcelle | 467 | 0,035 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 135 | 0,0452 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 136 | 0,0633 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 137 | 0,0445 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 138 | 0,0429 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 141 | 0,025 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 395 | 0,0204 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 398 | 0,0031 |
| MITTELBERGHEIM | section | 8 | parcelle | 399 | 0,0045 |
| | Total | | | | 0,7485 |
| NOTHALTEN | section | 10 | parcelle | 174 | 0,0941 |
| NOTHALTEN | section | 9 | parcelle | 2 | 0,1734 |
| NOTHALTEN | section | 9 | parcelle | 4 | 0,2141 |
| NOTHALTEN | section | 9 | parcelle | 5 | 0,2591 |
| NOTHALTEN | section | 9 | parcelle | 3 | 0,1029 |
| NOTHALTEN | section | 9 | parcelle | 6 | 0,105 |

| | | | | | |
|------------|--------------|----|----------|-----|---------------|
| | Total | | | | 0,9486 |
| OBERNAI | section | 71 | parcelle | 15 | 0,0966 |
| OBERNAI | section | 71 | parcelle | 19 | 0,181 |
| OBERNAI | section | 71 | parcelle | 20 | 0,021 |
| OBERNAI | section | 61 | parcelle | 11 | 0,0475 |
| OBERNAI | section | 61 | parcelle | 12 | 0,1287 |
| OBERNAI | section | 61 | parcelle | 13 | 0,0483 |
| OBERNAI | section | 70 | parcelle | 22 | 0,1804 |
| OBERNAI | section | 70 | parcelle | 23 | 0,0675 |
| OBERNAI | section | 70 | parcelle | 24 | 0,1005 |
| | Total | | | | 0,8715 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 206 | 0,0675 |
| REICHSFELD | section | 5 | parcelle | 170 | 0,0325 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 182 | 0,026 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 200 | 0,1192 |
| REICHSFELD | section | 7 | parcelle | 28 | 0,0432 |
| REICHSFELD | section | 7 | parcelle | 29 | 0,0322 |
| REICHSFELD | section | 7 | parcelle | 39 | 0,0717 |
| REICHSFELD | section | 7 | parcelle | 83 | 0,1809 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 207 | 0,0875 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 208 | 0,0707 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 209 | 0,0362 |
| REICHSFELD | section | 6 | parcelle | 210 | 0,0718 |
| | Total | | | | 0,8394 |
| SEMERSHEIM | section | 26 | parcelle | 110 | 0,966 |
| | Total | | | | 0,966 |
| ST PIERRE | section | 9 | parcelle | 108 | 0,0706 |
| ST PIERRE | section | 9 | parcelle | 188 | 0,1048 |
| ST PIERRE | section | 9 | parcelle | 190 | 0,0564 |
| ST PIERRE | section | 10 | parcelle | 89 | 0,0449 |
| ST PIERRE | section | 10 | parcelle | 90 | 0,0523 |
| ST PIERRE | section | 9 | parcelle | 329 | 0,0754 |
| ST PIERRE | section | 9 | parcelle | 330 | 0,0037 |
| ST PIERRE | section | 13 | parcelle | 17 | 0,0828 |
| | Total | | | | 0,4909 |
| STOTZHEIM | section | 45 | parcelle | 350 | 0,08 |
| STOTZHEIM | section | 56 | parcelle | 2 | 0,95 |
| STOTZHEIM | section | 55 | parcelle | 36 | 0,3971 |
| STOTZHEIM | section | 45 | parcelle | 351 | 0,54 |
| STOTZHEIM | section | 47 | parcelle | 95 | 0,4827 |
| STOTZHEIM | section | 59 | parcelle | 52 | 2,1071 |
| STOTZHEIM | section | 61 | parcelle | 123 | 1,45 |
| STOTZHEIM | section | 55 | parcelle | 37 | 0,6762 |
| STOTZHEIM | section | 57 | parcelle | 17 | 1,3632 |
| STOTZHEIM | section | 19 | parcelle | 175 | 0,0319 |
| STOTZHEIM | section | 19 | parcelle | 176 | 0,0774 |
| STOTZHEIM | section | 19 | parcelle | 178 | 0,0324 |
| STOTZHEIM | section | 19 | parcelle | 180 | 0,0621 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 198 | 0,0843 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 233 | 0,0546 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 234 | 0,0624 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 235 | 0,0285 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 142 | 0,0493 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 199 | 0,0616 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 200 | 0,0334 |
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 201 | 0,0175 |

| | | | | | |
|-----------|--------------|----|----------|-----|----------------|
| STOTZHEIM | section | 22 | parcelle | 202 | 0,0159 |
| STOTZHEIM | section | 19 | parcelle | 83 | 0,1737 |
| | Total | | | | 8,8313 |
| | Total | | | | 20,6703 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires

Tél :

Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr

Réf :

378

La directrice régionale
à

EARL DES DEUX MOULINS
Mme SCHNEPP Marie-Cécile
14A rue des Alouettes
67360 GOERSDORF

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°67220136**

Madame,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin, de votre projet de mise en valeur des parcelles reprises en annexe.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DRAAF Grand Est

Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Les services de la DDT du Bas-Rhin, en la personne de Michèle POINOT SANTERRE (ddt-sa-foncier-agricole@bas-rhin.gouv.fr/ 03.88.88.91.59) restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON

LISTE DES PARCELLES DEMANDEES :

| Commune | Référence cadastrale | | | Superficie en ha | |
|------------------------|----------------------|----|----------|------------------|--------------|
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 6 | parcelle | 16 | 0,0929 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 12 | parcelle | 105 | 0,1744 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 14 | parcelle | 27 | 0,1966 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 14 | parcelle | 43 | 0,4207 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 14 | parcelle | 44 | 0,4577 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 14 | parcelle | 115 | 0,1915 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 4 | parcelle | 4 | 0,1552 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 4 | parcelle | 7 | 0,1505 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 4 | parcelle | 8 | 0,1568 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 4 | parcelle | 5 | 0,1544 |
| DIEFFENBACH LES WOERTH | section | 4 | parcelle | 6 | 0,1443 |
| | Total | | | | 2,295 |
| GOERSDORF | section | 4 | parcelle | 10 | 0,0522 |
| GOERSDORF | section | 4 | parcelle | 11 | 0,0273 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 58 | 0,0771 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 85 | 0,0706 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 86 | 0,1342 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 87 | 0,1322 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 88 | 0,13 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 101 | 0,0455 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 105 | 0,1804 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 132 | 0,0571 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 133 | 0,0104 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 140 | 0,0452 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 142 | 0,047 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 69 | 0,0829 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 73 | 0,0739 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 76 | 0,1142 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 110 | 0,0598 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 111 | 0,0251 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 10 | 0,1091 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 126 | 0,1282 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 176 | 0,2195 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 99 | 2,16 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 202 | 0,607 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 204 | 0,0004 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 205 | 0,0014 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 206 | 1,3881 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 99 | 0,1535 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 5 | 0,0453 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 55 | 0,1131 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 56 | 0,1117 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 296 | 0,2235 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 85 | 0,0172 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 102 | 0,0875 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 104 | 0,017 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 148 | 0,0924 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 149 | 0,0988 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 9 | 0,1854 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 44 | 0,0835 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 47 | 0,0806 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 231 | 0,1532 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 232 | 0,1589 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 233 | 0,1158 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 234 | 0,1049 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 235 | 0,1007 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 236 | 0,0562 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 242 | 0,068 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 247 | 0,0604 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 261 | 0,0797 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 265 | 0,0497 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 277 | 0,0991 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 2 | 0,075 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 9 | 0,1302 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 11 | 0,2423 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 15 | 0,0811 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 17 | 0,051 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 23 | 0,1068 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 162 | 0,0603 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 166 | 0,0532 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 173 | 0,015 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 66 | 0,0953 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 67 | 0,0853 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 74 | 0,107 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 263 | 0,0491 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 264 | 0,0517 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 266 | 0,0401 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 267 | 0,0774 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 268 | 0,1853 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 269 | 0,1362 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 289 | 0,0982 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 104 | 0,0689 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 5 | 0,1365 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 7 | 0,0494 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 67 | 0,0357 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 77 | 0,0401 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 79 | 0,0315 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 80 | 0,0353 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 42 | 0,0343 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 43 | 0,0187 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 44 | 0,0482 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 45 | 0,0412 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 27 | 0,0827 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 140 | 0,1118 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 141 | 0,1101 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 276 | 0,1883 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 73 | 0,1071 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 74 | 0,1117 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 131 | 0,0516 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 37 | 0,084 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 39 | 0,0742 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 64 | 0,0933 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 65 | 0,0951 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 66 | 0,1004 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 205 | 0,091 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 40 | 0,0545 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 133 | 0,0546 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 245 | 0,0771 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 246 | 0,135 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 213 | 0,1041 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 214 | 0,077 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 215 | 0,0742 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 121 | 0,0572 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 122 | 0,0631 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 140 | 0,1921 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 143 | 0,0965 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 144 | 0,0428 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 145 | 0,1382 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 146 | 0,1245 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 147 | 0,0672 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 149 | 0,1745 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 150 | 0,2101 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 152 | 0,1903 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 153 | 0,1138 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 156 | 0,4317 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 158 | 0,0867 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 169 | 0,1331 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 173 | 0,0713 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 174 | 0,1874 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 175 | 0,0528 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 7 | 0,0611 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 8 | 0,055 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 39 | 0,0363 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 49 | 0,0792 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 64 | 0,184 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 65 | 0,0562 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 66 | 0,0582 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 91 | 0,0766 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 128 | 0,0807 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 129 | 0,1395 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 134 | 0,1205 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 18 | 0,0799 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 19 | 0,0881 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 69 | 0,0577 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 95 | 0,1508 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 111 | 0,0217 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 112 | 0,07 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 120 | 0,1132 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 111 | 0,1247 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 114 | 0,0759 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 144 | 0,0896 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 145 | 0,0142 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 27 | 0,3313 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 35 | 0,1773 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 32 | 0,1129 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 22 | 0,1409 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 41 | 0,072 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 60 | 0,0296 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 61 | 0,0611 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 62 | 0,0536 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 11 | 0,0982 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 43 | 0,0741 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 44 | 0,0926 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 67 | 0,1161 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 212 | 0,0786 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 278 | 0,2011 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 280 | 0,0797 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 150 | 0,2268 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 104 | 0,1734 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 16 | 0,0751 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 37 | 0,23 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 97 | 0,1291 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 98 | 0,1127 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 103 | 0,1069 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 3 | 0,033 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 19 | 0,103 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 20 | 0,2101 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 21 | 0,035 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 81 | 0,0942 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 51 | 0,0926 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 79 | 0,0966 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 11 | 0,0198 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 14 | 0,1135 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 18 | 0,1134 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 227 | 0,1597 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 229 | 0,1808 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 26 | 0,0428 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 28 | 0,077 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 97 | 0,0695 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 347 | 0,1326 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 73 | 0,0774 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 171 | 0,1187 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 172 | 0,0912 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 208 | 0,0161 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 178 | 0,099 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 204 | 0,0994 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 205 | 0,0991 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 128 | 0,1107 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 72 | 0,079 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 83 | 0,1357 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 3 | 0,0813 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 34 | 0,1084 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 3 | 0,1745 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 81 | 0,0882 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 82 | 0,0892 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 38 | 0,0494 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 337 | 0,0773 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 79 | 0,0703 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 49 | 0,0644 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 54 | 0,1512 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 160 | 0,0065 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 163 | 0,0081 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 100 | 0,0572 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 126 | 0,1319 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 80 | 0,1978 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 219 | 0,252 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 89 | 0,0394 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 90 | 0,0671 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 97 | 0,0343 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 94 | 0,0472 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 117 | 0,1315 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 12 | 0,0662 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 13 | 0,0797 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 3 | 0,0824 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 1 | 0,1114 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 238 | 0,0895 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 125 | 0,0628 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 72 | 0,0776 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 132 | 0,1029 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 2 | 0,1156 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 129 | 0,1831 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 280 | 0,1013 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 203 | 0,0031 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 101 | 0,0464 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 48 | 0,0742 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 120 | 0,0527 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 42 | 0,0855 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 49 | 0,0878 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 115 | 0,0912 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 166 | 0,1181 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 170 | 0,0977 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 184 | 0,0791 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 99 | 0,0584 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 96 | 0,1048 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 9 | 0,0844 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 15 | 0,0581 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 90 | 0,0589 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 77 | 0,1491 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 109 | 0,1277 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 15 | 0,0394 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 282 | 0,059 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 284 | 0,0973 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 53 | 0,1486 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 53 | 0,0578 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 54 | 0,0422 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 56 | 0,1202 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 75 | 0,0708 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 64 | 0,0924 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 68 | 0,0707 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 70 | 0,0577 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 260 | 0,0747 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 274 | 0,0644 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 220 | 0,1438 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 103 | 0,0366 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 222 | 0,1438 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 178 | 0,0967 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 179 | 0,2286 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 42 | 0,0853 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 43 | 0,0807 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 70 | 0,0753 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 24 | 0,0414 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 46 | 0,0815 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 48 | 0,044 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 54 | 0,0651 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 70 | 0,0533 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 325 | 0,2254 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 326 | 0,0208 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 14 | 0,039 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 100 | 0,0775 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 127 | 0,0821 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 141 | 0,0452 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 143 | 0,0507 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 83 | 0,2481 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 106 | 0,2586 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 107 | 0,0749 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 108 | 0,0977 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 109 | 0,0266 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 265 | 0,1011 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 103 | 0,0708 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 102 | 0,0813 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 91 | 0,0812 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 177 | 0,122 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 102 | 0,0746 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 1 | 0,0992 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 118 | 0,1063 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 65 | 0,0403 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 155 | 0,0525 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 49 | 0,0952 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 87 | 0,0695 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 58 | 0,1041 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 127 | 0,0591 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 270 | 0,1976 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 153 | 0,1532 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 216 | 0,2596 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 217 | 0,1311 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 197 | 0,1113 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 49 | 0,1612 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 108 | 0,0565 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 109 | 0,1071 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 151 | 0,119 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 59 | 0,2214 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 79 | 0,1217 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 6 | 0,0818 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 84 | 0,0767 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 91 | 0,0566 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 92 | 0,0583 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 10 | 0,0425 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 27 | 0,0671 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 101 | 0,09 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 120 | 0,1044 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 323 | 0,0852 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 324 | 0,0538 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 86 | 0,0588 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 116 | 0,1588 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 278 | 0,0765 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 13 | 0,1071 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 82 | 0,0878 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 83 | 0,0933 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 15 | 0,2126 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 5 | 0,0362 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 10 | 0,0438 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 18 | 0,0729 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 19 | 0,1057 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 20 | 0,1679 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 21 | 0,1651 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 23 | 0,0669 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 51 | 0,0617 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 56 | 0,0626 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 22 | 0,0252 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 43 | 0,0625 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 56 | 0,0957 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 63 | 0,1706 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 69 | 0,096 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 72 | 0,0786 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 82 | 0,0965 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 101 | 0,1537 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 117 | 0,1178 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 121 | 0,1593 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 185 | 0,141 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 189 | 0,1276 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 190 | 0,1525 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 202 | 0,0935 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 206 | 0,0902 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 207 | 0,0903 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 208 | 0,0968 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 209 | 0,0882 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 210 | 0,0953 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 211 | 0,0957 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 272 | 0,2278 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 273 | 0,2534 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 275 | 0,1072 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 285 | 0,2456 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 358 | 0,2118 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 21 | 0,1548 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 36 | 0,1848 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 37 | 0,1139 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 67 | 0,0521 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 68 | 0,051 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 69 | 0,0497 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 100 | 0,0704 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 133 | 0,0889 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 134 | 0,0881 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 133 | 0,0487 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 176 | 0,0832 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 70 | 0,0682 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 73 | 0,1225 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 84 | 0,0535 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 11 | 0,052 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 12 | 0,0504 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 53 | 0,0266 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 54 | 0,0477 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 68 | 0,0529 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 71 | 0,0743 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 76 | 0,1449 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 98 | 0,0187 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 101 | 0,0337 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 116 | 0,0513 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 117 | 0,1139 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 121 | 0,1099 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 123 | 0,101 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 124 | 0,0568 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 30 | 0,0681 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 36 | 0,0801 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 38 | 0,1299 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 68 | 0,0912 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 73 | 0,0777 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 85 | 0,0608 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 130 | 0,1441 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 154 | 0,228 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 155 | 0,1108 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 157 | 0,0861 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 160 | 0,0449 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 210 | 0,3225 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 52 | 0,2481 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 6 | 0,0578 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 65 | 0,0835 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 69 | 0,0431 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 70 | 0,0433 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 80 | 0,072 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 88 | 0,0605 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 89 | 0,0587 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 114 | 0,0409 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 119 | 0,0834 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 120 | 0,0986 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 121 | 0,1008 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 103 | 0,0475 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 107 | 0,0326 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 44 | 0,0874 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 71 | 0,0736 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 86 | 0,1137 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 102 | 0,0417 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 107 | 0,0819 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 108 | 0,0796 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 109 | 0,086 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 135 | 0,0823 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 136 | 0,0856 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 139 | 0,2911 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 143 | 0,1025 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 164 | 0,0423 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 226 | 0,0951 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 282 | 0,1969 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 9 | 0,146 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 56 | 0,2001 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 62 | 0,0401 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 65 | 0,0427 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 88 | 0,0538 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 89 | 0,0588 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 113 | 0,0851 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 115 | 0,0787 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 119 | 0,0709 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 120 | 0,074 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 64 | 0,1093 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 174 | 0,0839 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 89 | 0,0665 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 196 | 0,0885 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 183 | 0,1287 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 75 | 0,3398 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 59 | 0,118 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 158 | 0,108 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 159 | 0,0633 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 105 | 0,1065 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 60 | 0,0162 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 3 | 0,0529 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 40 | 0,0806 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 62 | 0,1686 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 69 | 0,093 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 83 | 0,1586 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 96 | 0,0688 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 97 | 0,0618 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 95 | 0,0323 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 96 | 0,0309 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 82 | 0,1382 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 71 | 0,2397 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 73 | 0,0092 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 81 | 0,0547 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 129 | 0,0045 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 127 | 0,0808 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 101 | 0,1308 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 102 | 0,0974 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 66 | 0,0794 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 129 | 0,096 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 23 | 0,042 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 58 | 0,2352 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 74 | 0,0774 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 100 | 0,1281 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 101 | 0,0264 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 104 | 0,0985 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 105 | 0,0295 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 47 | 0,0855 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 183 | 0,1104 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 96 | 0,1367 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 97 | 0,0806 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 98 | 0,0686 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 78 | 0,071 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 80 | 0,1011 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 81 | 0,0913 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 34 | 0,1684 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 331 | 0,1683 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 10 | 0,0638 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 87 | 0,0642 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 55 | 0,066 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 230 | 0,1296 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 37 | 0,0975 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 57 | 0,0912 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 71 | 0,324 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 107 | 0,0847 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 164 | 0,0894 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 338 | 0,0837 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 57 | 0,0723 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 78 | 0,0711 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 127 | 0,0704 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 50 | 0,0844 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 85 | 0,1065 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 92 | 0,1569 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 99 | 0,0628 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 86 | 0,1604 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 138 | 0,1405 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 54 | 0,096 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 28 | 0,0655 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 67 | 0,0922 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 51 | 0,113 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 74 | 0,111 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 77 | 0,1426 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 80 | 0,17 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 204 | 0,0421 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 25 | 0,0735 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 124 | 0,0639 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 125 | 0,0684 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 215 | 0,2104 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 257 | 0,0754 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 102 | 0,0667 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 98 | 0,1119 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 113 | 0,1424 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 122 | 0,0964 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 26 | 0,0704 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 107 | 0,0297 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 108 | 0,0167 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 109 | 0,0181 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 110 | 0,1333 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 301 | 0,0683 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 350 | 0,0978 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 352 | 0,1357 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 353 | 0,1146 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 82 | 0,1117 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 83 | 0,0364 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 97 | 0,0345 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 98 | 0,0339 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 105 | 0,0304 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 147 | 0,0569 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 10 | 0,0416 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 93 | 0,0451 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 104 | 0,1254 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 28 | 0,0952 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 32 | 0,0331 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 63 | 0,0889 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 122 | 0,107 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 145 | 0,086 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 177 | 0,1093 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 188 | 0,1334 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 199 | 0,1201 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 228 | 0,1479 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 286 | 0,1358 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 126 | 0,0115 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 32 | 0,0351 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 33 | 0,0412 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 41 | 0,1684 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 40 | 0,0751 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 4 | 0,0995 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 5 | 0,1233 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 32 | 0,0707 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 33 | 0,0882 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 32 | 0,0533 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 33 | 0,0532 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 110 | 0,1071 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 92 | 0,0717 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 137 | 0,1174 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 110 | 0,1544 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 42 | 0,0715 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 9 | 0,0717 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 17 | 0,1368 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 24 | 0,033 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 55 | 0,0597 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 54 | 0,2234 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 55 | 0,0738 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 60 | 0,0918 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 61 | 0,1716 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 82 | 0,0776 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 48 | 0,0693 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 67 | 0,1874 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 68 | 0,0755 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 69 | 0,0885 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 71 | 0,1171 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 72 | 0,1176 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 73 | 0,1077 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 74 | 0,0474 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 95 | 0,1676 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 96 | 0,0903 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 105 | 0,071 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 106 | 0,0853 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 108 | 0,0827 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 109 | 0,1582 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 118 | 0,1145 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 149 | 0,1179 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 170 | 0,086 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 175 | 0,0888 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 177 | 0,1044 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 178 | 0,1226 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 179 | 0,1159 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 188 | 0,1238 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 266 | 0,0955 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 267 | 0,1904 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 28 | 0,0981 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 29 | 0,0996 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 30 | 0,1982 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 33 | 0,1693 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 38 | 0,1141 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 62 | 0,0511 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 63 | 0,0537 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 64 | 0,0373 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 65 | 0,0379 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 78 | 0,1322 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 112 | 0,0433 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 117 | 0,0906 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 131 | 0,1039 |
| GOERSDORF | section | 21 | parcelle | 8 | 0,0818 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 94 | 0,1102 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 96 | 0,1083 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 97 | 0,0555 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 98 | 0,0553 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 3 | 0,0916 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 26 | 0,1643 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 54 | 0,1547 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 94 | 0,086 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 115 | 0,0529 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 125 | 0,1267 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 127 | 0,138 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 279 | 0,1055 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 280 | 0,1194 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 281 | 0,2254 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 42 | 0,1427 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 43 | 0,0761 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 44 | 0,0752 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 45 | 0,0732 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 48 | 0,0755 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 49 | 0,0739 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 99 | 0,1098 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 196 | 0,1166 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 321 | 0,0693 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 322 | 0,0709 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 55 | 0,2537 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 62 | 0,0134 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 74 | 0,342 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 115 | 0,0376 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 116 | 0,0047 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 133 | 0,005 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 134 | 0,0029 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 79 | 0,0506 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 56 | 0,0295 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 57 | 0,0279 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 68 | 0,0714 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 69 | 0,0696 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 71 | 0,0775 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 75 | 0,0532 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 81 | 0,1284 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 82 | 0,0298 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 85 | 0,0529 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 88 | 0,0754 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 98 | 0,1069 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 104 | 0,0523 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 2 | 0,0569 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 37 | 0,0397 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 63 | 0,0607 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 112 | 0,0446 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 119 | 0,0694 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 22 | 0,0631 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 23 | 0,062 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 24 | 0,0796 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 25 | 0,066 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 26 | 0,1492 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 48 | 0,082 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 52 | 0,1172 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 117 | 0,1395 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 162 | 0,0662 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 111 | 0,0622 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 138 | 0,0819 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 200 | 0,1927 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 240 | 0,0987 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 241 | 0,1133 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 3 | 0,0744 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 4 | 0,0745 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 5 | 0,0745 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 6 | 0,1218 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 7 | 0,0665 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 8 | 0,0672 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 10 | 0,1906 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 158 | 0,0581 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 7 | 0,0784 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 25 | 0,0481 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 31 | 0,0527 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 47 | 0,1622 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 55 | 0,0662 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 58 | 0,1614 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 59 | 0,0532 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 61 | 0,2038 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 64 | 0,1164 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 70 | 0,0675 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 75 | 0,1103 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 76 | 0,039 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 77 | 0,0873 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 78 | 0,0856 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 85 | 0,0892 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 106 | 0,0421 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 87 | 0,0067 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 91 | 0,0549 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 92 | 0,0959 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 94 | 0,0852 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 96 | 0,0772 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 97 | 0,0453 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 122 | 0,0717 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 99 | 0,0615 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 102 | 0,0466 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 103 | 0,0448 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 109 | 0,0688 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 11 | 0,1358 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 29 | 0,0324 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 43 | 0,1034 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 45 | 0,0683 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 46 | 0,0652 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 47 | 0,0707 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 48 | 0,132 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 49 | 0,1262 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 52 | 0,0596 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 53 | 0,0567 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 4 | 0,2452 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 6 | 0,1339 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 8 | 0,1434 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 16 | 0,2231 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 18 | 0,1037 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 23 | 0,1652 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 28 | 0,1492 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 35 | 0,0518 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 39 | 0,098 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 42 | 0,0372 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 44 | 0,0615 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 46 | 0,0477 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 47 | 0,0741 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 52 | 0,0976 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 53 | 0,094 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 74 | 0,0759 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 75 | 0,073 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 76 | 0,0892 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 77 | 0,1467 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 84 | 0,1512 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 85 | 0,3083 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 86 | 0,0111 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 87 | 0,1629 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 88 | 0,1908 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 89 | 0,0925 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 90 | 0,0903 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 91 | 0,088 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 93 | 0,1631 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 102 | 0,0373 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 59 | 0,079 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 53 | 0,1115 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 54 | 0,1118 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 60 | 0,118 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 61 | 0,0802 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 62 | 0,0796 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 63 | 0,1383 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 64 | 0,1383 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 65 | 0,1118 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 66 | 0,1071 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 70 | 0,2662 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 75 | 0,1977 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 76 | 0,1266 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 103 | 0,0942 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 145 | 0,1283 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 152 | 0,0788 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 161 | 0,069 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 171 | 0,0892 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 172 | 0,09 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 173 | 0,0795 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 176 | 0,1024 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 181 | 0,1096 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 182 | 0,1137 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 184 | 0,112 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 203 | 0,0943 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 218 | 0,3768 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 235 | 0,1283 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 236 | 0,1255 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 268 | 0,0937 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 283 | 0,2671 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 336 | 0,0739 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 348 | 0,2332 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 32 | 0,1296 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 45 | 0,095 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 46 | 0,1776 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 50 | 0,0581 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 52 | 0,0919 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 53 | 0,0648 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 80 | 0,0756 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 81 | 0,0873 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 85 | 0,0774 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 86 | 0,0755 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 87 | 0,2142 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 88 | 0,2213 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 101 | 0,0719 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 110 | 0,1024 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 111 | 0,0523 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 116 | 0,068 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 118 | 0,093 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 123 | 0,0773 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 124 | 0,0744 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 125 | 0,0732 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 126 | 0,0837 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 127 | 0,0845 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 128 | 0,0875 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 129 | 0,0888 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 130 | 0,092 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 330 | 0,156 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 95 | 0,1169 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 93 | 0,0939 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 95 | 0,0928 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 105 | 0,0621 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 106 | 0,058 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 107 | 0,0582 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 110 | 0,1167 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 112 | 0,0422 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 123 | 0,1287 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 124 | 0,132 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 168 | 0,0756 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 179 | 0,0648 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 251 | 0,096 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 252 | 0,1035 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 85 | 0,0661 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 86 | 0,0523 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 110 | 0,1032 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 253 | 0,1194 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 21 | 0,0835 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 45 | 0,0448 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 80 | 0,0172 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 107 | 0,12 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 119 | 0,2083 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 120 | 0,049 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 121 | 0,0284 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 122 | 0,0037 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 76 | 0,0378 |

| | | | | | |
|-----------|---------|---|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 77 | 0,052 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 94 | 0,0345 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 150 | 0,031 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 175 | 0,0807 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 49 | 0,017 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 52 | 0,0496 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 66 | 0,063 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 100 | 0,1372 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 5 | 0,0355 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 6 | 0,0213 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 7 | 0,0209 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 14 | 0,04 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 55 | 0,017 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 59 | 0,0163 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 75 | 0,0952 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 78 | 0,1284 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 79 | 0,0771 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 83 | 0,0373 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 86 | 0,0142 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 87 | 0,0477 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 88 | 0,0615 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 105 | 0,1443 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 113 | 0,046 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 120 | 0,1086 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 130 | 0,0728 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 131 | 0,0742 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 142 | 0,0965 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 144 | 0,0416 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 145 | 0,0641 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 146 | 0,0756 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 147 | 0,0822 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 1 | 0,1046 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 29 | 0,0668 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 31 | 0,0696 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 34 | 0,0976 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 35 | 0,1026 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 46 | 0,0738 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 50 | 0,0863 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 58 | 0,0853 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 59 | 0,0863 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 89 | 0,0801 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 112 | 0,0971 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 114 | 0,0892 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 129 | 0,0635 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 151 | 0,1226 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 164 | 0,0719 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 167 | 0,0627 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 168 | 0,0663 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 19 | 0,0583 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 24 | 0,0593 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 31 | 0,0437 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 38 | 0,0596 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 39 | 0,0539 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 41 | 0,0533 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 62 | 0,0961 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 5 | 0,0563 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 9 | 0,0545 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 11 | 0,0542 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 35 | 0,0713 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 39 | 0,0211 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 47 | 0,081 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 48 | 0,0821 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 102 | 0,1391 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 115 | 0,1422 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 122 | 0,1617 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 123 | 0,2492 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 124 | 0,0705 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 53 | 0,0278 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 55 | 0,0138 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 57 | 0,06 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 67 | 0,0572 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 90 | 0,1348 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 131 | 0,123 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 137 | 0,0849 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 144 | 0,0846 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 198 | 0,1201 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 216 | 0,1163 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 14 | 0,0823 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 156 | 0,06 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 159 | 0,0968 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 2 | 0,0518 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 4 | 0,1136 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 5 | 0,1325 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 17 | 0,0753 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 20 | 0,0329 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 21 | 0,0395 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 23 | 0,0824 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 27 | 0,0467 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 36 | 0,0507 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 39 | 0,0665 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 50 | 0,0429 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 51 | 0,0506 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 52 | 0,0887 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 71 | 0,0834 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 72 | 0,0843 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 79 | 0,1427 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 87 | 0,0562 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 90 | 0,049 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 91 | 0,0756 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 92 | 0,0572 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 93 | 0,0538 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 100 | 0,1146 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 101 | 0,1128 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 84 | 0,0602 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 88 | 0,1105 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 93 | 0,0417 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 95 | 0,0733 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 98 | 0,0648 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 106 | 0,0407 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 125 | 0,0589 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 126 | 0,0586 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 128 | 0,0493 |

| | | | |
|-----------|------------|--------------|--------|
| GOERSDORF | section 14 | parcelle 137 | 0,1843 |
| GOERSDORF | section 14 | parcelle 138 | 0,0001 |
| GOERSDORF | section 14 | parcelle 139 | 0,3604 |
| GOERSDORF | section 14 | parcelle 140 | 0,0556 |
| GOERSDORF | section 5 | parcelle 78 | 0,0212 |
| GOERSDORF | section 5 | parcelle 103 | 0,0507 |
| GOERSDORF | section 5 | parcelle 106 | 0,2959 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 17 | 0,0126 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 74 | 0,0185 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 81 | 0,0875 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 82 | 0,0247 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 99 | 0,0146 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 140 | 0,083 |
| GOERSDORF | section 8 | parcelle 69 | 0,0843 |
| GOERSDORF | section 9 | parcelle 56 | 0,158 |
| GOERSDORF | section 9 | parcelle 79 | 0,0417 |
| GOERSDORF | section 9 | parcelle 104 | 0,0406 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 97 | 0,089 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 98 | 0,1831 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 100 | 0,1442 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 101 | 0,0789 |
| GOERSDORF | section 12 | parcelle 19 | 0,1467 |
| GOERSDORF | section 12 | parcelle 20 | 0,0373 |
| GOERSDORF | section 12 | parcelle 21 | 0,0494 |
| GOERSDORF | section 12 | parcelle 175 | 0,0206 |
| GOERSDORF | section 12 | parcelle 176 | 0,0009 |
| GOERSDORF | section 15 | parcelle 55 | 0,083 |
| GOERSDORF | section 16 | parcelle 33 | 0,1223 |
| GOERSDORF | section 16 | parcelle 34 | 0,1085 |
| GOERSDORF | section 7 | parcelle 43 | 0,0836 |
| GOERSDORF | section 9 | parcelle 12 | 0,0541 |
| GOERSDORF | section 9 | parcelle 94 | 0,1575 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 132 | 0,0964 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 133 | 0,0938 |
| GOERSDORF | section 13 | parcelle 40 | 0,0625 |
| GOERSDORF | section 14 | parcelle 124 | 0,0596 |
| GOERSDORF | section 19 | parcelle 129 | 0,086 |
| GOERSDORF | section 19 | parcelle 133 | 0,0839 |
| GOERSDORF | section 19 | parcelle 134 | 0,0894 |
| GOERSDORF | section 2 | parcelle 3 | 0,0436 |
| GOERSDORF | section 2 | parcelle 7 | 0,0361 |
| GOERSDORF | section 3 | parcelle 172 | 0,0665 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 8 | 0,0196 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 9 | 0,0322 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 10 | 0,0333 |
| GOERSDORF | section 6 | parcelle 13 | 0,0596 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 69 | 0,0552 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 79 | 0,102 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 80 | 0,0875 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 81 | 0,0869 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 82 | 0,0895 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 83 | 0,088 |
| GOERSDORF | section 11 | parcelle 163 | 0,1639 |
| GOERSDORF | section 16 | parcelle 66 | 0,1333 |
| GOERSDORF | section 16 | parcelle 94 | 0,088 |
| GOERSDORF | section 5 | parcelle 87 | 0,0798 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 91 | 0,088 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 93 | 0,0417 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 115 | 0,208 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 38 | 0,0445 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 3 | 0,2143 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 248 | 0,0702 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 12 | 0,0978 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 80 | 0,0468 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 83 | 0,1541 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 90 | 0,0931 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 112 | 0,1279 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 114 | 0,0653 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 30 | 0,0348 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 31 | 0,036 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 34 | 0,0699 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 35 | 0,0687 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 36 | 0,0363 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 39 | 0,0941 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 40 | 0,1049 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 44 | 0,1032 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 7 | 0,2579 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 56 | 0,303 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 297 | 0,1733 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 62 | 0,107 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 63 | 0,1082 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 70 | 0,0751 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 160 | 0,0583 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 42 | 0,0738 |
| GOERSDORF | section | 22 | parcelle | 93 | 0,2216 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 77 | 0,1574 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 150 | 0,0643 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 277 | 0,2922 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 162 | 0,0476 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 73 | 0,0431 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 106 | 0,2856 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 31 | 0,0638 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 36 | 0,0537 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 102 | 0,0978 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 103 | 0,0298 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 90 | 0,0637 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 91 | 0,1476 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 162 | 0,0902 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 163 | 0,09 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 339 | 0,068 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 346 | 0,0993 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 349 | 0,1268 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 351 | 0,1098 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 354 | 0,0909 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 355 | 0,0916 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 357 | 0,1018 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 39 | 0,1352 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 285 | 0,2216 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 53 | 0,0403 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 117 | 0,0766 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 118 | 0,0086 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 89 | 0,0529 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 58 | 0,0506 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 65 | 0,0624 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 72 | 0,028 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 74 | 0,0523 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 76 | 0,0105 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 83 | 0,0507 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 91 | 0,0534 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 95 | 0,1575 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 103 | 0,0186 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 106 | 0,0468 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 108 | 0,0406 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 118 | 0,0732 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 122 | 0,0501 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 2 | 0,1224 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 45 | 0,0737 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 71 | 0,234 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 98 | 0,2583 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 118 | 0,1403 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 123 | 0,0901 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 128 | 0,0664 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 148 | 0,1444 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 159 | 0,0369 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 161 | 0,0688 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 165 | 0,0657 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 23 | 0,0578 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 35 | 0,0419 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 68 | 0,0763 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 10 | 0,055 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 32 | 0,0696 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 36 | 0,0506 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 57 | 0,1763 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 150 | 0,1069 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 47 | 0,0604 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 72 | 0,1466 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 75 | 0,1302 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 146 | 0,0852 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 147 | 0,0405 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 148 | 0,0743 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 162 | 0,063 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 239 | 0,089 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 256 | 0,0671 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 260 | 0,0814 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 157 | 0,1364 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 53 | 0,0705 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 63 | 0,0433 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 73 | 0,0787 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 96 | 0,0695 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 98 | 0,0686 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 104 | 0,2155 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 80 | 0,0742 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 126 | 0,0989 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 127 | 0,0976 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 199 | 0,0528 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 127 | 0,0642 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 100 | 0,1053 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 107 | 0,0725 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 50 | 0,0915 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 114 | 0,0692 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 115 | 0,074 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 45 | 0,0593 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 1 | 0,1296 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 57 | 0,0682 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 88 | 0,1705 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 102 | 0,0949 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 165 | 0,09 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 180 | 0,117 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 262 | 0,2111 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 269 | 0,096 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 302 | 0,0641 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 344 | 0,0909 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 345 | 0,0997 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 76 | 0,1594 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 135 | 0,0798 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 327 | 0,1629 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 30 | 0,2128 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 31 | 0,0972 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 32 | 0,1017 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 74 | 0,0354 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 79 | 0,043 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 49 | 0,0694 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 52 | 0,0947 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 103 | 0,0959 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 64 | 0,0257 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 65 | 0,0315 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 83 | 0,0494 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 84 | 0,0478 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 86 | 0,0416 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 90 | 0,0266 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 152 | 0,0292 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 157 | 0,0183 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 158 | 0,0206 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 161 | 0,0267 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 162 | 0,0406 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 163 | 0,0381 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 5 | 0,0365 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 151 | 0,1394 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 26 | 0,0414 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 32 | 0,0436 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 34 | 0,0442 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 67 | 0,0748 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 45 | 0,0966 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 68 | 0,0542 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 96 | 0,0971 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 106 | 0,0638 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 123 | 0,1216 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 130 | 0,0859 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 164 | 0,0574 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 8 | 0,0813 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 104 | 0,1025 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 107 | 0,1283 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 113 | 0,0418 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 114 | 0,0383 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 115 | 0,0395 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 116 | 0,076 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 105 | 0,037 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 26 | 0,0898 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 27 | 0,074 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 28 | 0,0954 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 29 | 0,1029 |
| GOERSDORF | section | 10 | parcelle | 28 | 0,0273 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 12 | 0,2153 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 1 | 0,0628 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 2 | 0,1997 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 25 | 0,2135 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 65 | 0,0786 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 156 | 0,1031 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 157 | 0,052 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 92 | 0,0148 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 94 | 0,1025 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 95 | 0,069 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 96 | 0,075 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 56 | 0,0828 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 4 | 0,0833 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 118 | 0,1445 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 84 | 0,1093 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 16 | 0,1657 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 50 | 0,0576 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 51 | 0,0555 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 147 | 0,178 |
| GOERSDORF | section | 1 | parcelle | 55 | 0,0337 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 59 | 0,0214 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 60 | 0,0222 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 97 | 0,0672 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 8 | 0,2056 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 20 | 0,0589 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 72 | 0,1584 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 73 | 0,046 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 131 | 0,1205 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 27 | 0,0445 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 33 | 0,0482 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 2 | 0,0675 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 165 | 0,0728 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 68 | 0,0824 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 116 | 0,0419 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 58 | 0,0725 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 65 | 0,0932 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 66 | 0,0915 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 52 | 0,1133 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 100 | 0,0936 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 84 | 0,0515 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 86 | 0,0475 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 114 | 0,0805 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 115 | 0,1533 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 122 | 0,0772 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 114 | 0,0611 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 76 | 0,094 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 163 | 0,0633 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 197 | 0,0923 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 108 | 0,1205 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 168 | 0,0502 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 26 | 0,3128 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 27 | 0,0731 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 195 | 0,0947 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 342 | 0,0462 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 343 | 0,0467 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 86 | 0,1219 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 89 | 0,0732 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 46 | 0,0416 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 47 | 0,0369 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 48 | 0,044 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 49 | 0,0169 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 50 | 0,0158 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 51 | 0,0143 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 80 | 0,0771 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 92 | 0,0554 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 107 | 0,0731 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 111 | 0,1028 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 41 | 0,0845 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 75 | 0,0872 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 14 | 0,0537 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 15 | 0,0558 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 16 | 0,162 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 37 | 0,0889 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 76 | 0,0749 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 77 | 0,1141 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 78 | 0,1057 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 149 | 0,0594 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 150 | 0,0835 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 6 | 0,0781 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 10 | 0,0558 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 35 | 0,0495 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 37 | 0,0566 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 38 | 0,0649 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 41 | 0,103 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 42 | 0,0434 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 43 | 0,0583 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 44 | 0,0624 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 45 | 0,0782 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 81 | 0,0522 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 82 | 0,0542 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 83 | 0,0525 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 84 | 0,0525 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 103 | 0,217 |
| GOERSDORF | section | 16 | parcelle | 41 | 0,0776 |
| GOERSDORF | section | 17 | parcelle | 22 | 0,0983 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 50 | 0,0814 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 51 | 0,1172 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 57 | 0,1097 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 85 | 0,1699 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 31 | 0,1407 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 58 | 0,0567 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 60 | 0,0547 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 71 | 0,0332 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 98 | 0,1071 |

| | | | | | |
|-----------|---------|----|----------|-----|--------|
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 99 | 0,0673 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 49 | 0,0869 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 74 | 0,129 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 104 | 0,0653 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 34 | 0,1021 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 119 | 0,0667 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 137 | 0,1139 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 278 | 0,0873 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 28 | 0,0558 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 99 | 0,1101 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 135 | 0,0496 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 154 | 0,0913 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 186 | 0,124 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 187 | 0,123 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 290 | 0,1133 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 291 | 0,1133 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 79 | 0,0773 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 122 | 0,1146 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 178 | 0,067 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 243 | 0,0644 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 244 | 0,066 |
| GOERSDORF | section | 25 | parcelle | 180 | 0,0648 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 59 | 0,0882 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 110 | 0,0731 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 111 | 0,0783 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 112 | 0,0733 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 113 | 0,1709 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 114 | 0,1142 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 115 | 0,0809 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 116 | 0,1542 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 119 | 0,1032 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 123 | 0,0627 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 127 | 0,1164 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 191 | 0,1299 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 192 | 0,1005 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 193 | 0,1028 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 194 | 0,0721 |
| GOERSDORF | section | 20 | parcelle | 40 | 0,0743 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 4 | 0,1732 |
| GOERSDORF | section | 2 | parcelle | 8 | 0,1168 |
| GOERSDORF | section | 3 | parcelle | 119 | 0,0455 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 48 | 0,0158 |
| GOERSDORF | section | 5 | parcelle | 51 | 0,0183 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 58 | 0,0168 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 69 | 0,0143 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 84 | 0,072 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 110 | 0,0444 |
| GOERSDORF | section | 6 | parcelle | 126 | 0,0459 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 55 | 0,1842 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 60 | 0,0841 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 61 | 0,0846 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 95 | 0,0694 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 99 | 0,1683 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 100 | 0,1443 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 101 | 0,2131 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 103 | 0,0958 |

| | | | | | |
|-------------|--------------|----|----------|-----|-----------------|
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 104 | 0,1369 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 105 | 0,1035 |
| GOERSDORF | section | 7 | parcelle | 106 | 0,0954 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 65 | 0,0378 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 66 | 0,0649 |
| GOERSDORF | section | 8 | parcelle | 70 | 0,0859 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 17 | 0,0492 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 130 | 0,0397 |
| GOERSDORF | section | 9 | parcelle | 131 | 0,0342 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 48 | 0,1275 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 51 | 0,1618 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 53 | 0,0735 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 54 | 0,072 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 57 | 0,0683 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 58 | 0,0649 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 73 | 0,1176 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 74 | 0,068 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 93 | 0,0869 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 94 | 0,0819 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 95 | 0,0954 |
| GOERSDORF | section | 11 | parcelle | 142 | 0,1105 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 47 | 0,0402 |
| GOERSDORF | section | 12 | parcelle | 48 | 0,0868 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 29 | 0,0768 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 49 | 0,1133 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 86 | 0,0583 |
| GOERSDORF | section | 14 | parcelle | 117 | 0,1093 |
| GOERSDORF | section | 13 | parcelle | 105 | 0,0414 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 89 | 0,1687 |
| GOERSDORF | section | 19 | parcelle | 136 | 0,225 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 4 | 0,2743 |
| GOERSDORF | section | 24 | parcelle | 55 | 0,138 |
| GOERSDORF | section | 26 | parcelle | 116 | 0,1401 |
| GOERSDORF | section | 27 | parcelle | 83 | 0,0778 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 89 | 0,1529 |
| GOERSDORF | section | 15 | parcelle | 90 | 0,0482 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 1 | 0,0229 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 2 | 0,0411 |
| GOERSDORF | section | 18 | parcelle | 4 | 0,1347 |
| | Total | | | | 129,8374 |
| PREUSCHDORF | section | 7 | parcelle | 163 | 0,0459 |
| PREUSCHDORF | section | 12 | parcelle | 101 | 0,0638 |
| PREUSCHDORF | section | 12 | parcelle | 104 | 0,0995 |
| PREUSCHDORF | section | 12 | parcelle | 105 | 0,1265 |
| PREUSCHDORF | section | 12 | parcelle | 107 | 0,303 |
| PREUSCHDORF | section | 13 | parcelle | 37 | 0,1047 |
| PREUSCHDORF | section | 32 | parcelle | 147 | 0,1064 |
| PREUSCHDORF | section | 20 | parcelle | 287 | 0,0864 |
| PREUSCHDORF | section | 7 | parcelle | 103 | 0,0381 |
| PREUSCHDORF | section | 33 | parcelle | 14 | 0,1014 |
| | Total | | | | 1,0757 |
| WOERTH | section | 23 | parcelle | 123 | 0,2844 |
| | Total | | | | 0,2844 |



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf : 356

La directrice régionale
à

M. RICHARD Tony
24, rue du Pigeolé
88390 DOMMARTIN aux BOIS

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n°88220028**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, par courrier réceptionné le 22 février 2022, de votre projet de mise en valeur de 83 ha 54 ares, parcelles ZA 50, ZA 49, ZN 4, ZN 115, AB 011, ZB 001, ZA 047, ZA 052, ZA 055, ZA 048, ZA 053, ZA 051, ZA 054, ZN 25, ZN 24, ZL 32, ZN 108, ZA 35, ZM 008, ZN 03, ZB 030, ZL 031, ZM 010, ZO 009, ZB 008, ZL 083, ZL 082, ZA 036 a, ZA 036 b, ZA 036 c, à ESCLES.

Parcelles ZB 022, ZB 23, ZB 024, ZB 029, ZB 030, ZB 053, ZB 063 à VIOMENIL.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Vosges, en la personne de Stéphane ANTONOT (contact : 03 29 69 12 51, ddt-pmpoa@vosges.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie agricole
et de l'agroalimentaire,


Fabrice GUICHON



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf :

La directrice régionale
à

M. SUARDI Matthieu
1088 rue de BOULACE
88370 PLOMBIERES LES BAINS

LR/AR 270

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 88220046**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, par courrier réceptionné le 03 mars 2022, de votre projet de mise en valeur de 95 ha 54 ares, parcelles C 33, C 119, C 123, C 368, D 70, D 72, D 105, D 111, D 120, D 355, D 360, D 417, D 422, D 459, A 1135, A 1136, A 1485, A 1486, A 1488, C 29, C 34, C 46, C 71, C 72, C 73, C 74, C 75, C 77, C 77, C 78, C 79, C 81, C 103, C 104, C 105, C 106, C 107, C 108, C 109, C 110, C 111, C 112, C 113, C 114, C 115, C 118, C 120, C 121, C 122, C 239, C 240, C 242, C 243, C 244, C 245, C 246, C 247, C 256, C 332, C 341, C 342, C 344, C 346, C 347, C 353, C 354, C 355, C 356, C 357, C 360, C 361, C 362, C 363, C 364, C 367, C 369, C 370, C 372, C 373, C 375, C 376, C 377, C 378, C 379, C 381, C 382, C 384, C 385, C 386, C 388, C 392, C 967, C 969, C 971, C 1145, D 71, D 73, D 74, D 75, D 76, D 77, D 78, D 79, D 80, D 85, D 86, D 87, D 88, D 106, D 107, D 129, D 130, D 131, D 132, D 133, D 134, D 135, D 158, D 350, D 351, D 353, D 356, D 358, D 403, D 404, D 415, D 416, D 425, D 426, D 428, D 443, D 445, D 449, D 450, D 455, D 456, D 458, D 460, D 552, D 554, D 555, D 902, D 904, D 906, D 910, D 918, D 921, D 923, D 925, D 927, A141, A132, A136, A137, A138, A139, A148, C034, C074, C075, C076 à AILLEVILLERS et LYAUMONT-70.

Parcelles AC 261, AD 9, AD 10, AD 11, AD 19, AD 20, AD 21, AD 22, AE 213, AE 214, AE 218, AI 73, AI 76, AK 78, AK 79, AK 81, AK 83, AK 84, AK 86, AK 87, AK 88, AK 89, AK 90, AK 91, AK 95, AK 101, AK 109, AK 118, AK 120, AK 121, AK 122, AK 125, AK 126, AK 127, AK 200, AK 201, AK 202, AK 231, AC 033, AC 113, AC 121, AC 249, AC 253, AK165, AK 182, AK093, AK094, AK095, AK208, AK097, AK133 à PLOMBIERES les BAINS.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-1628 du 10 décembre 2015 et à l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

DRAAF Grand Est
Tél : 03 26 66 20 20

<http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/>

Adresse postale : 3 Rue du Faubourg Saint-Antoine - CS 10526 - 51009 Châlons-en-Champagne Cedex

Siège situé au Parc Technologique du Mont Bernard - 4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 - Châlons-en-Champagne

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

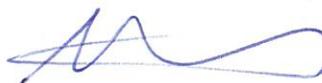
La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Vosges, en la personne de Stéphane ANTONOT (contact : 03 29 69 12 51, ddt-pmpoa@vosges.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf :

La directrice régionale
à

M. RIVOT Guillaume
1 Lotissement de Ensanges
88500 PONT SUR MADON

LR/AR

271

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 88220049**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, par courrier réceptionné le 04 avril 2022, de votre projet de mise en valeur de 1 ha 40 ares, parcelles ZB 20 a, ZB 76, ZB 77 à PONT sur MADON.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et à l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Vosges, en la personne de Stéphane ANTONOT (contact : 03 29 69 12 51, ddt-pmpoa@vosges.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 5 mai 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf :

La directrice régionale
à

M. GUERRE Fabrice
Chemin de vrimont
88000 DEYVILLERS

LR/AR

273

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 88220051**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, par courrier réceptionné le 04 avril 2022, de votre projet de mise en valeur de 9 ha 11 ares, parcelles AD0051, AD0052, AD0053, AD0054, AD0055, AD0056, AD0057, OB1539, OB1538, OB1014, OB1013, OB1012, OB1011, OB1010, OB1537, OB1536, OB1535, OB1534, OC0472 à JEUXEY.
Parcelles AB0050, OA0396, OA0395, OA0394, OA0393, OA0392, OA0391, OA0390, AC0005, AM0081, AM0077, AM0076, AM0087, AM0075, AM0074, AM0072, AM0073, AA0014, AA0013 à DEYVILLERS.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et à l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Vosges, en la personne de Stéphane ANTONOT (contact : 03 29 69 12 51, ddt-pmpoa@vosges.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,



Héloïse MAISONNAVE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Châlons-en-Champagne, le 15 juin 2022

Service régional de l'économie agricole et de l'agroalimentaire
Pôle performance environnementale et valorisation des territoires
Tél :
Mél : foncier.draaf-grand-est@agriculture.gouv.fr
Réf: 3C2

La directrice régionale
à

EARL de la PETITE FONTAINE
9 rue de la fontaine
88300 HAGNEVILLE et RONCOURT

LR/AR

**Objet : Prise de position formelle sur un projet relevant du contrôle des structures
Dossier n° 8822067**

Monsieur,

Dans le cadre du contrôle des structures, articles L. 331-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, vous avez fait part à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, par courrier réceptionné le 12 mai 2022, de votre projet de mise en valeur de 7 ha 47 ares, parcelle ZC 35 à MALAINCOURT.

Conformément à l'ordonnance n°2015-1628 du 10 décembre 2015 et à l'article L.331-4-1 du code rural et de la pêche maritime, vous souhaitez connaître le régime applicable à votre projet au regard du contrôle des structures.

Après examen de votre demande par le service instructeur, sur la base des éléments fournis, j'ai l'honneur de vous informer que l'opération envisagée ne relève pas du régime de l'autorisation préalable. Cette opération peut donc être librement réalisée.

Dans le cas d'exploitation en faire-valoir indirect, je vous précise que cette lettre ne vaut pas bail. Vous devez prendre contact avec le bailleur pour la conclusion d'un bail à ferme.

La présente prise de position cesse de produire ses effets en cas de changement de la réglementation au vu de laquelle votre saisine a été appréciée, si votre situation ou celle de votre exploitation ne correspond plus aux informations fournies ou s'il est démontré que la position ainsi prise repose sur des informations que vous avez transmises erronées.

Elle peut être contestée dans les 2 mois suivant sa notification devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Les services de la DDT des Vosges, en la personne de Stéphane ANTONOT (contact : 03 29 69 12 51, ddt-pmpoa@vosges.gouv.fr), restent à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef de service régional d'économie
agricole et de l'agroalimentaire,

Fabrice GUICHON